

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Un mouvement à la dérive : la social-démocratie

A considérer le mouvement social-démocrate dans les quelques pays de l'Europe occidentale où il représente une force importante, une première constatation s'impose qui permet de mieux saisir son rôle et son destin.

La social-démocratie est dégluée, son programme, son appareil et sa base ne forment plus un tout. Entre ces trois éléments qui sont l'essentiel d'un parti ou d'un mouvement, des fossés se sont creusés, des antagonismes se sont créés.

Certes la social-démocratie, sur le plan politique comme sur le terrain syndical, a connu une prospérité et un développement extraordinaires. Mais à la base de ce succès se retrouvent des périodes d'extension du capitalisme, des conditions économiques favorables.

Sa doctrine considérant le socialisme comme un but à atteindre par étapes, impliquait en premier lieu la reconnaissance pratique et légale de l'existence et des droits de la classe ouvrière, la nécessité d'améliorer ses conditions de vie et son entrée officielle dans l'Etat.

En exigeant la reconnaissance du prolétariat comme classe participant à la gestion de la nation, les démocrates, réformistes et socialistes légalistes acceptaient en fait le jeu, les règles et la machine bourgeois. La notion d'intérêt général et de collaboration de classe était progressiste à cette époque mais elle comportait en même temps l'interdiction pour la classe ouvrière d'imposer sa loi à l'ensemble de la société.

Un gouvernement socialiste — solution idéale — ne pouvait en réalité que gouverner pour l'ensemble de la nation et en définitive pour le maintien et la défense de la classe possédante, le capitalisme.

La prospérité générale aidant, il fut possible de satisfaire, certes, au travers de difficultés et de heurts importants dus surtout à l'intransigence des fractions conservatrices de la bourgeoisie et à l'impétuosité prolétarienne qui n'observait pas docilement les mots d'ordre limités de ses leaders, les principales exigences ouvrières tant au point de vue matériel que de la participation aux organes de l'Etat.

L'appareil des partis socialistes et des syndicats — là où les syndicats étaient liés organiquement ou indirectement aux fractions politiques social-démocrates — devint le représentant de la classe ouvrière accrédité auprès de la bourgeoisie.

L'évolution de l'appareil — la pourriture démocratique gangrenant chaque responsable à la fois fonctionnaire de l'Etat et du parti — devait finalement séparer les représentants de leurs mandants.

Les difficultés économiques de certaines nations, la crise mondiale, après tant d'autres épreuves du capitalisme que la social-démocratie avait aidé à surmonter devaient accélérer cette scission.

Le problème se trouve aujourd'hui posé de façon nouvelle, la démocratie bourgeoise devient impossible — le programme social-démocrate devient inapplicable. L'appareil se disloque malgré un drapeau unique.

Quelques rares militants adoptent le point de vue ouvrier, mécontent et révolutionnaire, révolutionnaire parce qu'indiscipliné et non par raisonnement. Le gros de la troupe s'accroche au passé et passe son temps à espérer une société capitaliste remise à flot, cherchant à doper le système épuisé pour le faire fonctionner à nouveau et attendant que la Providence leur fournisse des situations favorables. La seule énergie qu'ils manifestent est pour lutter contre tous ceux qui dérangent le jeu normal, fascistes ou révolutionnaires.

(Lire la suite en 2^e page.)

SOUS LE FRONT POPULAIRE...

Léger odieusement condamné

Mardi 26 octobre, la XIV^e Chambre correctionnelle a statué sur le cas de notre camarade Léger.

Perquisitionné comme beaucoup de militants, les sbires trouveront chez lui différentes armes, ce qui permit aux magistrats de l'inculper, et à la presse de le présenter comme cagouillard.

Il avait à répondre de ces « crimes » devant ces messieurs.

Répondant à l'accusation, Léger démontra que les armes n'étaient qu'entreposées chez lui pour quelques jours.

Les camarades Cote et Coignet, secrétaires de son organisation syndicale, vinrent témoigner en sa faveur, faisant ressortir sa parfaite honnêteté vis-à-vis de ses camarades, de son ardeur à défendre ses idées libertaires.

Notre amie Suzanne Lévy, qui défendait Léger, fit ressortir que Léger n'était pas un trafiquant, s'il avait reçu des armes en dépôt, ce n'était pas pour en tirer un profit matériel, mais pour les donner à ses camarades espagnols luttant pour la Liberté.

Le sens de notre congrès

La solidarité internationale des anarchistes s'y affirmera vigilante et active

Le Congrès que l'Union anarchiste va tenir samedi, dimanche et lundi sera, sans conteste, un des plus marquants que notre mouvement ait connus. D'abord par la représentation qui s'avère fort nombreuse et qui témoignera de l'ampleur croissante de notre développement ; ensuite, par l'importance des questions débattues. De la question plutôt, car qui ne voit qu'à côté du problème qui, depuis bientôt seize mois, nous domine tous, les autres problèmes apparaissent forcément comme un peu subalternes. Oui l'Espagne, notre Espagne dominera pendant ces trois journées nos pensées, orientera nos délibérations.

Certes, les tâches nombreuses qu'exige de nous une lutte sociale chaque jour plus âpre, solliciteront notre attention. Mais comment séparer notre combat évidemment ingrat et dur de celui de nos frères d'Espagne. On a bresque honte, d'ailleurs, de hasarder cette comparaison, car entre le leur et le nôtre, il n'y a comme commune mesure que l'identité des aspirations... La disproportion des efforts, des responsabilités, des souffrances physiques et morales des anarchistes espagnols avec nos luttes et nos difficultés est assurément assez éloquente en soi pour qu'il ne soit pas nécessaire de dire qu'une solidarité toujours plus grande de nous à eux sera le guide majeur de nos débats.

Malgré les erreurs inhérentes à une action aussi gigantesque que fut la leur, comment pourrions-nous jamais oublier tout ce que nos idées ont retiré de vitalité de la guerre antifasciste de l'Espagne !

Pour la première fois dans l'histoire moderne on a vu un prolétariat opposer une résistance victorieuse à cette forme moderne du césarisme qu'est le fascisme. Et ce geste héroïque de tout un peuple n'a été possible que parce qu'il s'est trouvé une C. N. T. et une F. A. I. pour jeter, dès la première minute dans la bataille, le poids décisif de leurs forces. Eux seuls, certes, n'eussent pas vaincu. Mais les autres, sans eux...

Quel enthousiasme alors dans ces torrides journées de l'été 1936 : comme le fascisme semblait durement atteint !

Les événements d'Espagne, on en attendait une répercussion mondiale. Les peuples allaient se soulever : la solidarité internationale des prolétaires allait assurer le triomphe du vaillant peuple d'Espagne !

La réalité a été un peu différente... Aux appels désolés d'outre-Pyrénées répondit la non-intervention des nations dites démocratiques.

AUX CONGRESSISTES

Nous informons nos camarades de province délégués au Congrès qu'une permanence sera établie au *Libertaire* vendredi soir, de 20 h. 30 à 23 heures, pour les recevoir et leur fournir toutes indications utiles concernant leur hébergement, etc.

Cette permanence aura lieu également le samedi matin, dès huit heures.

Au secours des combattants d'Espagne !

Après Irun, Malaga, après Malaga Bilbao, après Bilbao, Gijón et les Asturies.

Plus que toutes les autres défaites des « gouvernements », la défaite des Asturies est grosse de conséquences funestes. Peut-être pas au point de vue militaire, car il apparaît — à la lecture des journaux — que le gouvernement Negrin en prend assez facilement son parti. Malgré tout, il faut cependant bien admettre que la victoire de Franco et de Mussolini va permettre de jeter sur les fronts de Madrid ou d'Aragon, de nouvelles troupes qui ne faciliteront pas la besogne de ceux qui luttent là-bas.

Mais il y a autre chose que la question militaire.

A la prise d'Irun, les antifascistes ont pu fuir en France. Ceux de Malaga ont pu se retirer sur Almería et le Levant. A Bilbao la retraite était possible sur Santander et les Asturies. Tous, quel que soit le tragique de leur situation, conservaient néanmoins l'espoir d'échapper, l'espoir de lutter, l'espoir de revenir après un exil momentané.

Ils sont des dizaines et des dizaines de milliers dans les Asturies, habitants, réfugiés, venus de partout où s'exerce la barbarie fasciste, fuyant l'invasion d'Irun à

Bilbao, de Bilbao à Santander, de Santander à Gijón. Ils sont arrivés au terme de leur retraite. Ils ont tout perdu, même l'espoir. Je me souviens qu'un jour, pendant la guerre de 1914, j'étais avec des pauvres types comme moi, tapi dans un champ, sous un bombardement violent. Au bout d'un certain temps, excédés, à demi fous, nous avons enlevé nos masques, allumé des cigarettes et dit : « Crever pour crever, autant tout de suite que plus tard. » Cependant nous étions soldats et nous avions vingt ans. Nous étions ravitaillés à peu près régulièrement et nous savions qu'on ne tuait pas les prisonniers.

Ils sont des dizaines et des dizaines de milliers dans les Asturies. Ce ne sont pas des soldats, mais des hommes, des femmes, des enfants. Depuis des semaines et des semaines, ils sont sous la mitraille, depuis des semaines et des semaines, ils sont sous-alimentés.

Malgré tout ils espèrent. Quoi ? Peut-être n'en savaient-ils rien eux-mêmes. La situation s'est clarifiée. Devant eux, la mer, sillonnée par les pirates de Franco. Derrière eux, de tous les côtés, les phalanges, les requêtes, les sbires à Mussolini, et surtout le Tercio et les « régulares ». Oh ! ils seront en pays de connaissance. En 1934 déjà, ils ont eu affaire à eux, et ils connaissent leurs aptitudes à couper les têtes. Elles ne doivent pas être drôles, les pensées des Asturiens.

Ils sont des dizaines et des dizaines de milliers qui vont mourir pour avoir cru qu'il était de leur devoir de se dresser devant une armée rebelle. Ils ont résisté jusqu'au bout, même quand ils ont vu venir les troupes mussoliniennes. Ils ont sans doute pensé, que les Etats démocratiques feraient pour eux, qui luttèrent pour la démocratie, ce que les fascistes faisaient pour Franco. Les innocents ! Ils ignoraient que plus peut-être que les Etats fascistes, les dé-

ATTENTION !!!

La semaine prochaine
HUIT PAGES

En raison du Congrès et afin de donner un compte rendu le plus détaillé possible des débats, le prochain numéro paraîtra sur HUIT PAGES. Que les groupes nous passent d'urgence leurs commandes de manière à ce que nous puissions fixer l'importance de notre tirage supplémentaire.

ques, puis le blocus ; enfin l'intervention des puissances fascistes.

De telle sorte qu'après seize mois d'une lutte sans précédent dans l'histoire, l'Espagne ouvrière se trouve plus menacée que jamais.

De tous côtés, les ennemis l'environnent. Et comme si ce n'était pas assez de Franco, de Mussolini, de Hitler — comme si ce n'était pas assez de Eden et de Blum — ne vit-on pas de l'intérieur naître du stalinisme l'élément contre-révolutionnaire qui poignarde dans le dos la révolution prolétarienne !

Les Staliniens ! Ceux-ci disaient : la guerre d'abord. Et le résultat ? Les divisions italiennes sont maintenant dans les Asturies... en attendant qu'elles reviennent sur Madrid et l'Aragon ! Mussolini ne fait pas mystère qu'il veut en finir avec Barcelone et Valence et répond aux propositions de retraites « symboliques », en annonçant l'envoi de nouvelles troupes ! Londres et Paris ne sont plus préoccupés que par la façon dont les liaisons avec les Indes et l'Afrique seront sauvegardées. La bourgeoisie espagnole dite « gouvernementale » tend une oreille attentive aux bruits discrets de médiation, d'« arrangements », dont il est clair que la rançon serait l'abolition des conquêtes révolutionnaires.

Et cependant, malgré ces tragiques conjonctures, les nôtres ne désespèrent pas. En proie à toutes les misères, à toutes les souffrances, à la disette, au froid qui revient, ils tiennent !

Comment devant une telle énergie, un tel courage pourrions-nous marchander notre solidarité ! Notre Congrès sur ce point, nous en sommes sûrs, fera l'unanimité. C'est le moins que nous puissions faire.

Lib

mocraties sont aux mains des puissances d'argent. Quant aux classes ouvrières ! Elles sont trop sous l'emprise des dirigeants. On a proposé pour aider les Chinois de boycotter les produits japonais. Pourquoi ne propose-t-on pas le boycottage de l'Italie ? Est-ce que ça gênerait certains marchands de pétrole ?

Ouvriers français, anglais, américains, ouvriers de toutes les nations soi-disant démocratiques.

Allez-vous laisser massacrer les mineurs Asturiens et ensuite Madrid, Valence, Barcelone ?

Si vous voulez sauver l'Espagne ouvrière, il ne faut pas compter sur les gouvernements mais seulement sur la classe ouvrière.

Il faut boycotter les nations qui interviennent en Espagne. Il faut que rien n'entre et que rien ne sorte d'Allemagne et d'Italie. Il faut que la F.S.I. prenne cette décision. Les ouvriers se chargeront de son application.

Alors peut-être, la classe ouvrière d'Espagne et de partout sera sauvée.

CAM.

Pour le respect du droit d'asile

Il faut libérer Pasotti et Fiamberti

Prenant à prétexte les attentats de l'Etoile, le rapt du général Miller, la tentative d'enlèvement du sous-marin de Brest ainsi que d'autres faits marqués tous — comme l'assassinat des frères Rosselli à Baginole et celui de Micheli à Tunis — M. Chautemps a officiellement et publiquement ouvert la « chasse aux indésirables et aux « terroristes ».

Or, quels sont donc ces indésirables et ces terroristes ?

Sont-ce les espions, les provocateurs et autres hommes de main que Mussolini, Hitler, Franco et même Staline mandent en France munis de passeport « régulier », de lettres... de créance, de beaucoup d'argent et d'engins explosifs que les expertises officielles ont assuré ne pouvoir provenir que des modernes usines pyrotechniques de pays... amis ?

Pensez-vous !

Pour la police, les indésirables et les terroristes ne sont ni peuvent être que des antifascistes et en premier lieu les anarchistes. Ceux-ci, entrés en France par le seul moyen qui leur soit permis, à savoir illéga-

Comment ils gouvernent !

Il est curieux de constater que l'Ordre, la Patrie, le Drapeau ont toujours besoin de bourriques comme La Rocque pour leur défense

Cela n'est pas rassurant pour les néo-patriotes, façon Front populaire.

Contre le courant

Pour l'internationalisme prolétarien

On n'a pas ici le loisir de rendre compte par le menu des événements diplomatiques de la semaine. Chacun connaît l'essentiel des tractations et conversations de Londres : après une période d'euphorie marquée par l'adhésion de l'Italie à la thèse franco-anglaise, on a assisté à un retournement de la situation caractérisé par une brutale déclaration du gouvernement italien qui dénonçait la manœuvre « bocheviste » et le refus de négocier plus avant, l'Italie ayant dit son dernier mot. Cette attitude irréductible s'explique-t-elle, comme on l'assure, par l'action du gouvernement allemand qui ne voudrait pas d'un rapprochement entre Rome et Londres et aurait formulé des exigences relatives au maintien de l'axe Rome-Berlin ? Le voyage à Rome de M. von Ribbentrop semble autoser l'explication. Il est tout à fait vraisemblable que le gouvernement allemand ne veuille pas d'un arrangement où il ne serait pas partie contractante et bénéficiaire. Il entend utiliser son alliance avec l'Italie au mieux de ses intérêts, c'est-à-dire qu'il empêchera par tous les moyens que celle-ci joue isolément sa partie au Comité de Londres. Une telle association ne saurait être à sens unique, pense-t-on à Berlin. La réciprocité est de règle. Aussi, de même que l'Allemagne soutiendra les intérêts italiens en Méditerranée, l'Italie doit apporter son appui aux efforts de la diplomatie allemande. En particulier, on prête à l'Allemagne le désir de formuler devant le Comité de Londres et en contre-partie d'une nouvelle orientation de sa politique espagnole un programme de revendications coloniales. Qu'il y ait dans cette manœuvre accompagnée de chantage une assez grossière maladresse, cela ne saurait étonner de la part de la toujours gaffeuse Wilhelmstrasse. L'Italie n'en devra pas moins soutenir son alliée si elle ne veut point risquer à son tour de faire cavalier seul.

Par ailleurs — et ceci n'exclut pas cela — la situation militaire en Espagne permettant les plus grands espoirs, les gouvernements allemand et italien peuvent fort bien s'entendre afin de prolonger la négociation actuelle, qui autorise le maintien et même le renforcement des effectifs italiens au côté des insurgés, jusqu'à ce qu'une décision par les armes soit intervenue. Ces perpétuelles volte-face de la politique italienne auraient ainsi pour effet de gagner du temps et d'atteindre sans encombre le moment où, le front nord étant liquidé, Franco pourrait frapper des coups décisifs sur Madrid, Valence et Barcelone.

Les gouvernements de Paris et de Londres n'ignorent évidemment rien de ces espoirs et, depuis longtemps, ils ont découvert le danger de la tactique italo-allemande. Le souci de défendre leurs intérêts communs en Méditerranée, sans recourir à une guerre d'où le hasard ni les dangers ne seraient pas écartés, leur a inspiré cette politique prudente qui s'est exprimée dans la formule de la non-intervention. Cette formule n'exclut pas, d'ailleurs, le recours à la guerre. Elle l'ajourne provisoirement jusqu'au moment où, selon l'expression du ministre anglais Eden, les intérêts vitaux de l'Empire seraient menacés. A cet égard, la position de la France est sensiblement la même. La route impériale unissant la Métropole à l'Afrique du Nord doit être dé-

lement, sans argent ni papiers, se sont aussitôt adaptés aux plus durs travaux, le plus souvent en contraste absolu avec leurs capacités physiques ou leur position sociale et professionnelle qu'ils ont dû abandonner au pays d'origine. A force de sacrifices, de volonté et d'adaptation, ils se sont créés un foyer nouveau, une modeste position de producteurs.

Mais comme ces hommes à la conscience et aux vertébrales dorsales inflexibles n'ont pu présenter d'autres garanties d'eux-mêmes que les « renseignements » policiers ou consulaires des enfers à régime dictatorial qu'ils ont réussi à fuir au risque, très souvent, de leur propre vie, leur dossier à tous ne les désigne autrement que comme le consul-policier de leur pays l'a voulu : « terroristes », « dangereux » pour la sûreté de l'Etat et ainsi de suite...

Je sais d'un dossier qu'à la définition de terroriste s'ajoute cette mention : n'aime pas les patrons. Or, je ne dis pas que le titulaire du dossier en question aime... excessivement les patrons, mais puisque la définition a été mise là pour signifier « paresseux ».

(Lire la suite en 4^e page.)

fendue... c'est là le leit-motiv de toute la presse y compris les organes du Front Populaire. C'est dorénavant sur ce thème qu'on essaie d'ameuter l'opinion ouvrière et, à l'avance, de mobiliser les consciences.

Ce sont là les jeux sanglants de l'impérialisme. Nous ne devons pas nous lasser d'en dénoncer le danger devant la classe ouvrière de ce pays. Celle-ci, qui manifeste tant d'incompréhension et parfois tant d'insensibilité devant les problèmes et les drames de la révolution espagnole, ne sera-t-elle émue que devant les menaces qui pèsent sur l'impérialisme français? Question angoissante. Dans le dernier numéro des *Feuilles Libres*, Emery en montre toute l'actualité. Que le prolétariat ne soit plus capable que de s'acquiescer avec les gouvernements, qu'il n'ose plus rien entreprendre par lui-même, rien espérer pour lui-même, qu'il abdique toute capacité politique et qu'il ne consente à défendre que des causes qui lui sont étrangères et même opposées à son propre intérêt de classe, n'est-ce point là le signe de l'effrayante régression de la conscience des travailleurs sous l'influence néfaste des partis?

Mais voilà du même coup ce qui trace notre devoir. Continuer sans relâche à dévoiler le dessous des cartes et pénétrer les desseins ténébreux des gouvernements, dénoncer les trahisons des politiciens, rendre aux travailleurs le sentiment de leur mission révolutionnaire en les mettant en garde contre les entraînements fatals d'une propagande de droite ou de gauche, la nécessité logique de l'internationalisme prolétarien, telle est l'œuvre à laquelle il nous faut, contre vents et marées, nous attacher.

Il n'en est pas de plus urgente.

LASHORTES.

Un mouvement à la dérive : la socié-démocratie

(Suite de la 1^{re} page)

Là où le régime s'écroule l'appareil ne tombe pas toujours en déconfiture. Des tendances obscures ou avouées cherchent à s'évader de la vieille tradition. L'étatisme fait des progrès, les mesures semi-fascistes, corporatistes surgissent.

C'est l'établissement des syndicats comme en Belgique, l'Ordre, l'Autorité, Nation pour les néos, les plans et les réformes de structure, ailleurs. Le tout collé à l'ancien programme avec des tons de prestidigitateur. Excellente préparation aux solutions dictatoriales et totalitaires.

Mais à part les aventuriers du mouvement que l'on retrouve ministres de l'intérieur ou dans le camp fasciste — et pour certains l'obstacle c'est la rareté des occasions ou les événements trop lents — l'esprit social-démocrate imprègne profondément tous les militants.

Des dizaines d'années de lutte électorale, de manœuvres parlementaires, de finesses oratoires, de maquignonnages entre les électeurs et l'Etat, de démocratie cauteleuse, hypocrite et avilissante, marquent à jamais ceux qui s'y livrent.

Impitoyables et sanguinaires quand il s'agit d'écraser les mouvements « sauvages » de travailleurs qui passent outre aux barrières légales, ils deviennent lamentablement mous devant des adversaires bourgeois ou staliniens.

Quoi de plus déconcertant que cette crainte à l'égard des grands hebdomadaires de droite qui déversent l'injure et les immondices avec une facilité d'égout? Censurer l'« Action Française » ne leur est jamais venu à l'esprit, interdire les brûlots révolutionnaires est devenu une tradition.

Leur bassesse et leur couardise devant les staliniens, leur capacité d'encalsser les coups, tient du masochisme.

Un programme périmé, un appareil pleurant le passé ou marchant obliquement vers des issues fascistes, un esprit sous-off prononcé, restent les adhérents.

Il est indéniable que les masses social-démocrates recèdent des couches non atteintes encore par la déliquescence démocratique ou qui peuvent y échapper. Les travailleurs ne restent, le plus souvent, au parti que par tradition, par les espérances suscitées à chaque campagne de propagande ou encore par l'attrait de l'évasion personnelle dans les sphères dirigeantes.

Mais dès maintenant il apparaît clairement qu'une organisation révolutionnaire peut se considérer l'aile marchante de ce mouvement, qu'une politique autonome et stricte doit être menée avec vigueur.

C'est dans la mesure où les buts, l'action des militants et les desirs de la base, formeront une seule volonté que le facteur révolutionnaire pourra jouer sa carte.

RIDEL.

GRAND GALA

organisé au profit du Peuple espagnol par le Groupe « Armonia »

Le Samedi 30 Octobre 1937, à 20 h. 30 précises. A la Crypte, 8, rue Puteaux, Paris-17^e. Métro : Rome.

PROGRAMME

« Symphonie-Jazz », sous la direction de Mme MOURAN.

Lorenzo VALLVERDU, baryton catalan.

Juliette MITTIER, poésies.

GIL, guitare.

Micheline PATRIZ, de la Radio Nationale.

Emma PENNEQUIN, pianiste 1^{er} Prix du Conservatoire de Paris.

BILBAO, danseur espagnol.

Julien VILLAIN, 1^{er} prix violon du Conservatoire de Paris, membre du Jury, soliste des concerts.

Emita MARTINEZ, de l'Opéra de Rouen, Vedette de la Danse espagnole.

André DAGUENET, du Théâtre Hoche.

Germaine BROULLIER, des Concerts Classiques.

« LE CLOU MARS » and Partner.

Chorale ARMONIA dirigée par L. Valverde

Grand Bal de Nuit de minuit 30 à 5 h. 30

Orchestre « Symphonie Jazz »

Prix du billet 0.95. Entrée 6 billets.

Chômeurs 4 billets, Enfants 3 billets

TOMBOLA GRATUITE

De la tour d'ivoire à la mêlée

Ces lois biologiques qui poussent les êtres vers des agglomérations diverses et les arrachent, un à un, à leurs immédiates préoccupations, ces lois encore mystérieuses n'ont jamais été constatées avec plus d'évidence qu'aujourd'hui. Le philosophe solitaire, le contempteur muet des convulsions sociales, l'aigri ou l'écœuré, l'ermite ou l'anachorète sont brutalement expulsés de leurs retraites par des tornades soudaines où s'annihilent leurs arguments et leurs lamentations.

Je me garderais bien de juger ces derniers représentants de l'individualisme dont les résistances souvent héroïques, ennobissent la lutte inégale du Seul contre Tous, de l'unité contre l'espèce. Ces exceptions qui deviennent de plus en plus rares s'enferment dans leurs carapaces et tentent de s'y constituer une infrangible armure contre les coups du dehors. Mais ils savent que celui qui ferme sa porte aux bruits extérieurs ne peut reprocher aux gens de la rue de l'abandonner à ses méditations. Et les derniers individualistes intégraux, les purs, les vrais de vrai, qui contemplant du haut de leurs colonnes la façon des stylites d'autrefois les agitations de la multitude ont au moins la logique de n'en attendre rien d'autre que des quolibets ou de l'indifférence.

Que des individus semblables existent encore, c'est possible : leur claustration nous excuse de les ignorer et serait-ce le hasard qui nous permet de les déceler, nous aurions scrupule de dévoiler leur incognito.

Mais nous nous garderons bien de les confondre avec ceux qui, désireux de se parer, à défaut d'autres ornements, de l'originalité de ces réfractaires, truquent les cartes et se posent à la façon des esthètes de 1830 en profonds ténébreux, affichent un sombre dédain des contingences et croient, ou prétendent nous faire croire, à leur supériorité d'affranchis définitifs en nous laissant têter l'épaisseur de leur imperméable de confection. L'aimable condescendance avec laquelle ils conseillent à la jeunesse de ne point s'engager dans des luttes qu'ils qualifient de vaines, les erreurs dont nous sommes souvent victimes et qu'ils étalent aux yeux de leurs disciples, leur morgue pour tous les enthousiasmes, leur ironie pour les plus nobles ardeurs, tout cela, appuyé par des littératures décadentes, peut donner le change à de puérils auditeurs en leur faisant admettre l'arrogante supériorité des soi-disant désabusés qui affectent de ne considérer la planète qu'à travers l'oculaire d'un télescope.

Mais un esprit quelque peu critique a tôt fait de les démasquer. Car s'ils sont dénués de qualités sur quoi s'exerce leur verve, nous constatons cependant leur désir quotidien d'en obtenir à bon marché les bénéfices. Tous ces détracteurs de l'action en commun, du geste effectif, tous ceux qui accordent une méprisante pitié aux fervents, aux passionnés aux apôtres, aux martyrs, bref, tous ceux qui se parent de la sotte vanité de demeurer dans leurs tours d'ivoire, nous les voyons en descendre chaque jour pour regarder à la devanture des libraires si leurs écrits sont en bonne place et si leur nom est bien venu sur l'affiche du prochain magazine. Après quoi, ils remontent prestement leurs étagères pour écrire l'article définitif sur les vanités humaines non sans avoir chipé au passage, l'avis de la concierge sur leur dernier volume.

Non ! ce ne sont pas là les sympathiques individuels de cette course aventureuse qui s'appelle la Vie ; ce n'est pas à ceux dont la publicité est si soigneusement entretenue qu'on peut tolérer un camouflage de solitaire ; la foule a le droit de leur arracher

la toge d'indifférence où ils se drapent tout en cachant sous ses plis les coupures envoyées par l'Argus de la Presse. Celui qui fait profession de mépriser les hommes ne peut être pris au sérieux que s'il se contente d'un perpétuel soliloque autour de sa chambre. Et celui qui considère toute foi comme une duperie et qui tient toutes nos agitations pour futiles, celui-là doit se couvrir les lèvres et demeurer dans la stérile immobilité du fakir. Sinon, nous criions au chiqué.

C'est ainsi que tout dernièrement, nous lisons, sans grand étonnement d'ailleurs, les récriminations adressées à un camarade rédacteur par un écrivain qui passe aux yeux des naïfs pour un de ces fauves farouches replié sur lui-même, loin de nos tumultes et du moutonnement des foules qu'il bombarde de lourds volumes systématiquement orduriers et foudroie du haut de ses créneaux. Pour déloger cet Inaccessible, ce Méprisant Magnifique, ce soliste de la Révolution, un simple article du *Libertaire* publié en cinquième page, avait suffi.

Cet exemple est fréquent.

Qu'on le déplore ou non, il faut constater que les Tours d'Ivoire sont maintenant louées à la journée ou au mois et selon les besoins de leur cause personnelle par des locataires qui collent leurs noms sur les murs afin de nous prouver leur solitude et qui ne répugnent point à l'interview. Cependant, malgré les contradictions évidentes entre leurs gestes et leurs paroles, ils bénéficient encore d'un certain prestige aux yeux d'une jeunesse hésitante qui cherche sa voie et bégaye ses premières revendications. Ils lui apparaissent comme hissés sur un plan supérieur, rationnel, où le Moi s'épanouit en un gigantesque nombril que chacun peut fleurir en négligeant l'estomac des autres.

Or, ce qu'ils appellent une philosophie, une technique de l'existence ce n'est en somme que la banale tactique de l'égoïsme, aussi répugnante que la bourgeoisie qui la pratique depuis si longtemps. Cette philosophie n'est qu'un plagiat de tout ce que nous détestons.

Un plagiat et une sottise.

Car les plus dupes de la Vie, ce ne sont pas ceux qui la dépendent ni même ceux qui la donnent. Les véritables dupes de la Vie ce sont ceux qui en font le compte, le bilan, jour par jour, heure par heure, l'estiment à la façon d'un commissaire priseur et n'en connaissent que la sordide jouissance d'un avaré devant son trésor.

Heureux donc les prodiges de leur jeunesse, de leur santé, de leur vigueur ! Heureux les vieillards prodiges de leurs dernières années et dépensant sans compter leurs dernières forces avec l'ivresse d'apercevoir des horizons nouveaux ! Heureux ceux qu'un parfait compte appelle, encore, des utopistes ou des fous !

Car déjà des rumeurs précises exigent que chacun prenne parti, ici ou là. Des bruits d'émeute montent dans leurs tours d'ivoire où voudraient s'embaïstiller les caméléons de la politique, les révolutionnaires pour dames seules, les dillettantes de la parole ou de la plume. D'en bas, l'homme de la rue leur crie avec ce rude bon sens qui permet de n'en point désespérer : *Etes-vous avec ou contre nous ?*

De toute façon, il faut descendre de la tour.

Entre la révolution et ses adversaires, il n'y a plus de place. Ni pour les sophistes, ni pour les égoïstes. Ni même pour les lâches !

AURELE PATORNI.

Pour un « lib » toujours plus grand...

Le Congrès de l'Union Anarchiste qui tient ses assises va, pour plusieurs mois orienter notre propagande et la développer pour que l'Anarchisme pénètre encore plus profondément l'ensemble de la classe ouvrière et paysanne.

Il est nécessaire que le LIB réponde à ces besoins nouveaux, que le nombre de pages soit augmenté, que sa présentation s'améliore et que ses rubriques soient développées.

Pour réaliser cela, il nous faut de l'argent.

Certes, les quelque 300 listes rentrées nous ont permis de tenir le coup.

Mais il en reste encore en circulation. Il faut qu'elles nous reviennent bien remplies.

Que chacun fasse un effort, et nous aurons un beau LIBERTAIRE !

BULLETIN D'ABONNEMENT

au

« LIBERTAIRE »

FRANCE

52 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

Chèque postal : Schéck André, Paris 187-78

9, rue de Bondy (10^e)

Téléphone : BOTZARIS 08-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

....., le

Nom (1)

Ville

(1) Ecrire très lisiblement.

..... 103

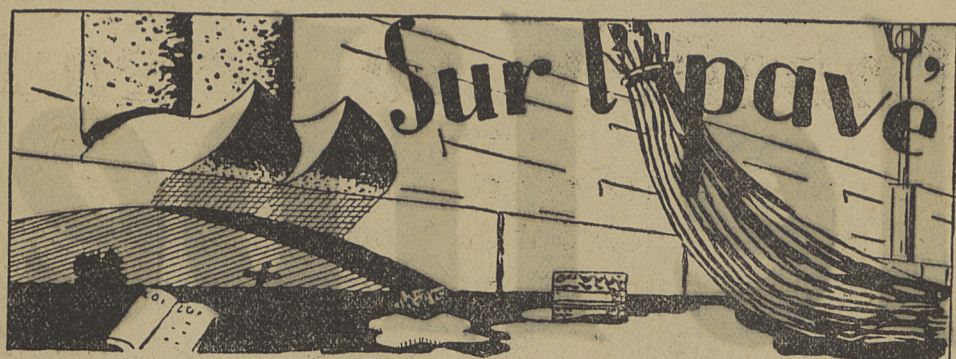
Adresse :

Département :

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

Numéro 1735. Poethier, 55. — N° 1332. Berton, Villefranche, 30. — N° 1237. Lambert, Arles, 13. — N° 586. Levoys, 10. — N° 1218. Groupe Orbon, Toulouse, 91. — N° 1777. Ouvriers Devorin T., 30. — N° 672. Force, Noisy-le-Sec, 33. — N° 318. Desuter, Pau, 31. — N° 40. Lagier Citroën, 5. — N° 828. Lagier Citroën, 17. — N° 880. Victoria José, 65. — Liste Perrin, 10. — Liste Leconte, 10. — N° 1193. Anonyme, Pré-St-Gervais, 13. — N° 1436. Jeanny, Moulins, 8. — N° 1141. Blasco, Drancy, 28. — N° 1262. Minuti, Cap-Martin, 63. — N° 8. Monod, 5. — N° 490. Petit, Paris, 62. — N° 887. Laffineur, Nanterre, 20. —

N° 1664. S.F.R., 22. — N° 6. Rose, Stains, 50. — N° 7. Rose, Stains, 31 50. — N° 1144. Ruiz Pedro, 40. — N° 33. Groupe Livry-Gargan, 33. — N° 35. Groupe Livry-Gargan, 5. — Liste Sanchez Navizet, 5. — N° 372. Canoine, Creil, 18. — Gregori Ernesto, 42. — N° 1347. Preire la Méde, 10. — N° 1037. La Meche, 30. — N° 237. Mazalaine, 23. — N° 270. Renard, Le Perreux, 10. — N° 1639. Contel, Paris, 16. — N° 1070. J. Moreau, 6. — N° 749. Joli, 58. — N° 174. Gillot, 25 50. — Total de cette liste, 1.047 fr. Listes précédentes, 11.273 fr. 25. Total au 26 octobre, 12.320 fr. 25.



Aux fous...

M. Lloyd George n'est pas d'accord avec M. Neville Chamberlain qu'il accuse de « vouloir à tout prix gagner les faveurs du Duce ». Aussi a-t-il cru bon de mettre en garde la France contre le piège de Mussolini dont il dénonce le machiavélisme.

Et il a écrit à ce sujet dans l'*Œuvre* de fort bonnes choses auxquelles j'ai pourtant le regret d'être fort peu sensible.

Tellement il est vrai que tout dépend du point de vue auquel on se place.

Certes, il est indéniable que toutes ces histoires de non-intervention, de conférences des ambassadeurs, de retrait plus ou moins symbolique de volontaires, de contrôle, etc., sont destinées à laisser à Franco le temps de gagner la guerre.

C'est là une éventualité qui n'a pas l'air de tellement déplaire aux gouvernants anglais.

A condition, naturellement, que l'Italie ne s'installe pas aux Baléares, et que Gibraltar et la route des Indes ne soient pas menacés.

Car, dans ce cas, il n'y aurait plus, brave et généreux petit soldat français, qu'à boucler ton sac et à montrer une fois de plus comment on sait créer pour le Droit... et la Civilisation.

Et tu le boucleras encore ton sac, et tu partiras avec l'Humanité dans ta musette et tu crèveras et avec toi ce qui peut rester de droit et de liberté dans cette civilisation d'où l'humain sombre un peu plus chaque jour.

Ceux qui fondent quelque espoir sur les conséquences d'une conflagration générale se préparent de tristes lendemains, en supposant qu'ils soient à même de les constater.

Or, en ce moment, et pire que jamais, les actes irréparables peuvent être commis qui déclencheront le grand carnage.

On en arrive à se demander s'il ne vaudrait pas mieux, si les hommes sont assez fous pour faire une fois de plus le jeu des ambitions impérialistes et politiciennes, qu'ils s'entre-tuent jusqu'au dernier. Ce qui serait sans doute le seul moyen de ramener le calme sur cette planète où les furieux et les délinquants font la loi.

Larue-Michel.

A L'ACTION !

Samedi, à la manifestation de Vincennes contre la vie chère, des mots d'ordre assez bizarres furent lancés par les « colonisateurs ».

Habités à crier : « Blum à l'action », des bons nacos reprirent on ne sait pourquoi « Dormoy à l'action ! »

Ont-ils réfléchi ces nouveaux patriotes à ce que cela signifiait, ont-ils oublié les matraquages des ouvriers au cours des grèves, et l'assassin de Clichy !

Ce n'est plus : « la police avec nous », mais « la police contre nous ».

Au cours du meeting tenu par la suite en plein air, un des orateurs crut bon de rappeler un autre mot d'ordre qu'il avait entendu : « Chautemps à l'action » (ils y tiennent à l'action des chefs !), mais il n'eut pas le temps de s'expliquer qu'à la tribune des manifestants sur l'air des lampions s'écrièrent : « Non ! Démission ! Non ! Démission ! »

Comme quoi, il est mauvais d'interpréter la pensée commune des ouvriers par les cris de certains hystériques.

RETENEZ BIEN LA DATE...

C'est le dimanche 7 novembre, en matinée, salle Lancry, qu'aura lieu la prochaine fête du Lib. Et avec un de ces programmes...

Sous le signe de la potence

La terreur blanche en Bulgarie

L'anarchiste Boudourov vient d'être pendu

Notre camarade Boudourov, qui était condamné à mort au mois de mai dernier pour avoir exécuté le directeur de la prison de Sliven a été pendu il y a huit jours. Il est mort courageusement, comme il a vécu.

Le roi Boris n'a pas cru étendre l'amnistie, qu'il promulgua lors de la naissance de son fils, à ce cœur noble, à cette victime qui voulut, par un geste désespéré, attirer l'attention des travailleurs sur le sort des milliers d'emprisonnés politiques qui souffrent sous la botte de la dictature.

Le roi Boris, qui part visiter les capitales de l'Europe, a tenu à ce que son voyage soit précédé d'une exécution capitale.

C'est sous le signe de la potence que ce singulier souverain rendra visite à ses protecteurs occidentaux.

Boudourov est mort pour la cause des travailleurs, son sang rejaillira un jour sur son assassin couronné.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Le livre de Kléber LEGAY

UN MINEUR FRANÇAIS

— CHEZ LES RUSSSES —

Un vol. de 125 pages : 4 francs.

Franco : 4 fr. 50.

BEN MON COLON !



Ah ! pauvre colon ! Quel choc. Espérons qu'il ne s'en relèvera pas, la bourgeoisie !

En effet, il n'y a pas d'autre mot. Mais le plus chouette de l'histoire, c'est que ce soit ce grand honnête homme de Tar-

die-Homs-Bagdad qui, témoin de « moralité » (parfaitement !) s'est chargé de l'exécution. Im-

possible de prendre un ton plus méprisant ! Quel beau certificat de lardin il lui a délivré : « M. de La Rocque s'est comporté en moi pendant dix-huit mois en fidèle seroitur. »

« M. de La Rocque, dans le même temps, a fort bien orchestré les acclamations en faveur de mon gouvernement. »

Il ne manque que la formule : en foi de quoi je lui délie, etc. Et tout cela dans un grand bruit de mâchoires.

Quand on pense que cet immonde vivant de La Rocque prenait le ton noble pour réclamer de Daladier en 1933 qu'il interdît l'amnistie des condamnations de guerre.

Quand on pense surtout que Daladier obtiendrait !

LES REGRETS D'UN AFFAMEUR



Maintenant que les gardes mobiles qui formaient le piquet d'honneur de Vaillant-Couturier sont rentrés dans leur casernes ; maintenant que les cœurs sensibles sont un peu consolés, sera-t-il permis de demander aux ouvriers communistes qui ne sont pas absolument frappés de cécité s'ils considèrent qu'un bon serviteur du prolétariat peut attirer à sa mort les condoléances d'un des pires exploitateurs et affameurs ?

Si oui, nous leur demanderons ce qu'ils pensent de ces quelques lignes prises dans l'*Humanité* du 19 octobre :

« Par ailleurs, nous avons reçu des lettres de condoléances ou d'excuses de n'avoir pu assister aux obsèques :

« MM. Léon Marescaux, député du Nord ; Albert Sèrol, député de la Loire ; Gabriel Lafay, député de la Gironde ; Henri Fiori, député d'Alger ;

« MM. DONON, sénateur du Loiret de Fontaines, sénateur de la Vendée ; de Champagneux, député de la Côte-d'Or ; Maurice Delabie, député de la Somme ; J. Vassal, député de l'Oise.

Si, n'étant pas frappés de cécité, lesdits communistes étaient frappés d'amnésie, il faudrait leur rappeler que M. Donon, sénateur du Loiret, qui s'excuse et envoie ses condoléances, ne fait qu'une seule et même personne avec le traître de lait Donon dénoncé depuis dix ans par toute la presse de gauche comme affameur et grâce à qui nous payons actuellement le lait trente-sept sous le litre !

EN PLEIN PROLETARIAT



Le colonel de la Rocque n'a jamais manqué d'affirmer que son parti se composait d'éléments « prolétaires ».

La liste des premiers souscripteurs de la Société indépendante de Presse qui régit le *Petit Journal* est sur ce point convaincante.

Qu'on en juge : MM. Schwob d'Héricourt, avec 300 actions ; Léon Shinberg de Armellia avec 1.100 ; Richard-Henri Pélissier, avec 900 ; André-Marie Portier, avec 50 ; Philippe Cruze, avec 600 ; Richelot, avec 2.000 ; Fernand Javal avec 1.500 ; Léon Roland-Gosselin, avec 3.000 ; Marcel Bertolus, avec 500 et Henri de Nalèche avec 52.750.

Tous ouvriers qu'on peut voir en cote bleue travailler à la chaîne chez Citroën ou décharger les péniches au pont d'Austerl...

Monsieur Dubalai.

Il faut libérer Gérard Leretour

Le 20 janvier dernier, le Comité local de Défense des Objecteurs de Conscience au Mans organisa une réunion privée, sur invitations. Sous la présidence du camarade Paul Rebou, du Syndicat National des Instituteurs, Gérard Leretour exposa son cas et raconta ses démarches avec les militaires ! Aucun incident à signaler au cours de cette soirée dont le « Lib » a rendu compte en son temps.

Mais colatins et Croix de feu veillaient : deux canards infects : la « Dépêche du Maine » et l'« Aube » réclamèrent non seulement l'arrestation de l'orateur, mais même celle des organisateurs. Et la justice diligente ouvrit une instruction ! Des dizaines de témoins réduisirent à néant cette inculpation ridicule.

Néanmoins, la fillette vient le 14 courant, d'arrêter Gérard Leretour. Incarcéré à la Santé, notre camarade vient d'être mené, menottes aux mains, jusqu'au Mans où il attend, dans la prison du Vert Galant, mal nourri et non chauffé, au régime de droit commun, le bon plaisir du juge d'instruction !

Pourquoi se gêner dans notre France « libre, forte et heureuse » ? Et les nacos, que pensent-ils de cette insaturation des mœurs fascistes dans notre propre pays ? Que peuvent protester l'« Humanité » et l'« Avant-Garde » contre les brimades infligées à ces mécréants qui ne comprennent pas « la fierté d'être soldat » (comme dit ce pauvre

Caballero se défend

Les socialistes et les syndicalistes de ce pays continueront-ils à faire silence sur la lutte d'un des leurs contre l'emprise stalinienne en Espagne ?

En s'attaquant à Caballero, les stalinien ont affaire à forte partie. Malgré qu'il soit oient septuagénaire, le vieux dirigeant de l'U.G.T. est un homme énergique et décidé. Après la résistance que lui et ses amis avaient opposée au coup de force contre l'Exécutif de l'U.G.T. sans pouvoir malheureusement empêcher d'aboutir, Caballero vient de passer à l'offensive publique.

Le premier acte important de cette contre-attaque a eu lieu dimanche 17 octobre, à Madrid même. Caballero a exposé devant ses partisans les raisons qui, en le faisant sortir de son silence, lui avaient dicté cette campagne « pour la défense de l'U.G.T. et du socialisme révolutionnaire ». Cette manifestation a obtenu un succès considérable et la foule ouvrière accourue en masse attestait que le prestige de Caballero demeure grand auprès du prolétariat espagnol et que la colonisation stalinienne de l'U.G.T. est loin, très loin, d'être un fait accompli.

Quatre salles de spectacle étaient à peine suffisantes à contenir cette foule : les salles de spectacle du Párdinas, de l'Idéal, du Monumental, et du théâtre Fuenarcal.

Après avoir rappelé les conditions dans lesquelles il forma son second gouvernement avec la représentation de toutes les tendances politiques et syndicales, des nationalistes basques à la C.N.T., Largo Caballero expose les raisons qui l'ont poussé à rompre le silence de cinq mois :

« Je vous assure qu'un des plus durs sacrifices que j'ai faits dans ma vie fut de garder pendant ces cinq mois, le silence. « Mais cependant je le supportais, car bien que les communistes et les diffamateurs plantassent leurs ongles et leurs dents dans ma personne, j'avais la tranquillité de conscience que mon silence contribuerait au bien de l'Espagne et au bien de la guerre. »

Caballero dit alors pourquoi cette campagne contre lui a été déclenchée :

J'affirme ici que peu de temps encore avant de commencer cette campagne diffamatoire, l'on m'aurait tout ce qui peut être offert à un homme qui peut avoir des ambitions et des vanités. Je pouvais être le chef du Parti Socialiste Unifié ; je pouvais être l'homme politique de l'Espagne ; aucun appui de ceux qui me parlaient ne me ferait défaut. Mais cela devait être à la condition de faire leur politique. Et je leur dis : En aucune manière.

Alors ce fut le déchaînement des injures, des calomnies, des provocations, des manœuvres de toutes sortes, et comme couronnement la scission dans l'U.G.T.

CABALLERO ROMPT LE SILENCE

Pourquoi je me décide à parler, pourquoi je commence à parler ? Parce que cet acte est le premier de la série que je pense donner pour renseigner l'Espagne de la vérité de ce qui est arrivé, et pour que l'Espagne comprenne quels sont ceux qui contribuent avec leurs campagnes à empirer notre situation dans tous les domaines.

Caballero passe alors à la crise politique de mai montée de toutes pièces par les communistes :

Quelque fois je rentrerai pas pour aujourd'hui dans beaucoup de détails — ce sera pour une autre occasion — je dois vous dire que cette crise fut provoquée par les représentants du Parti communiste dans le Gouvernement. La veille de provoquer la crise, certains journaux madrilenos annonçaient des événements gouvernementaux comme résultat du conseil. La représentation comme résultat du conseil. La représentation comme résultat du conseil. La représentation comme résultat du conseil. La représentation comme résultat du conseil.

LA DISSOLUTION DU P.O.U.M.

Largo Caballero ici fait une allusion aux pressions exercées par les communistes contre le P.O.U.M.

Ce fut un prétexte. Au cours de cette réunion, l'on me demanda, l'on demanda au Gouvernement qu'il dissolve une organisation politique dissidente du Parti communiste. Moi, qui fus poursuivi dans les organisations auxquelles j'ai appartenu et j'appartiens, par les éléments réactionnaires de notre pays, le fis part que, gouvernementalement, je refusai de dissoudre aucune organisation politique ou syndicale ; que je n'étais pas venu au gouvernement afin de servir les intérêts politiques d'aucune fraction le composant ; que celui qui aurait à dénoncer des faits criminels ou délictueux le fasse aux tribunaux ; mais que Largo Caballero, comme président du Conseil des ministres se refusait à dissoudre aucune organisation.

LES EXIGENCES COMMUNISTES

Ce que les stalinien voulaient par-dessus c'était avoir la direction effective de la guerre. Ils eussent accepté un nouveau gouvernement Caballero à condition que celui-ci ne fût pas ministre de la guerre. Caballero fait alors allusion à ce que les stalinien voulaient faire de ce poste de commandement en le transformant en instrument de politique des soviets et il ajoute :

Je suis socialiste internationaliste, j'ai l'amour de mon pays, de Madrid, qui est ma ville natale, de l'Espagne, parce que je suis Espagnol, mais cela n'est pas incompatible avec le fait d'être internationaliste.

LA CAMPAGNE CONTRE L'EXECUTIF DE L'U.G.T.

Ici, Caballero, fait un historique de la crise et en donne la vraie raison :

La presse française d'information s'est bornée à ne donner qu'un écho affaibli de cette importante manifestation. Ce qui est normal.

Ce qui l'est moins, c'est la réserve, qui pourrait paraître incompréhensible, des journalistes de la presse syndicale et socialiste qui n'ont pas cru devoir prendre autrement la défense d'un des leurs attaqués par les stalinien.

Mais il ne faut faire à messieurs les stalinien nulle peine même légère n'est-ce pas. Aussi nous suppléons à cette carence en donnant de larges extraits de cette conférence de Largo Caballero, et nous sommes persuadés qu'ils n'intéresseront pas seulement nos lecteurs, mais aussi nombre de socialistes et de syndicalistes qui ne voient pas sans inquiétude s'étendre en Espagne comme en France, l'emprise corruptrice du stalinisme.

Nous prenons ces extraits de la Correspondance de Valencia du 18-10-37, qui a donné in extenso (moins les coupures de censure) la version tachygraphique du discours de Caballero.

sur le motif que l'U. G. T. avait refusé, ayant été invitée, de participer à la commémoration du mouvement du 19 juillet. Or, dit Caballero, l'U. G. T. ne fut pas invitée. C'est moi Caballero qui reçu une invitation personnelle... le lendemain de la manifestation.

Mais cela n'est qu'un détail. Chose plus grave, c'est l'attitude des communistes dans la politique intérieure. C'est là une des parties du discours qui ont le plus touché les stalinien. Toute la presse à leurs ordres s'est déchaînée en comparant sa position à celle de Franco, simplement. Mais qu'a dit Caballero au juste ? Ceci :

« Peu après la crise [les événements de mai] coururent au delà des frontières des rumeurs selon lesquelles se faisait ici, telle ou telle politique de persécution contre certains éléments non conformistes.

(ici plusieurs lignes censurées).

Cela prit une telle ampleur, que des représentants des Internationales vinrent en Espagne vérifier ce qu'il y avait d'exact dans ces faits et vinrent personnellement me dire : « Pour les faits qui se sont produits, nous ne pouvons soulever à l'étranger, parmi nos camarades, l'enthousiasme, parce qu'on suspecte que les éléments dominants et influents sont — je le dis clairement — les communistes, et l'on se demande si on va aider l'Espagne pour que ce soient les communistes qui dirigent ses destinées. » Et cela ne m'étonnait pas, car une des choses que j'avais critiquées, c'était ces excès qui, à mon avis, se commettaient par exemple dans les milieux militaires de la première importance qui assaillaient à des congrès communistes, à des défaites communistes. On en tirait des photographies, qui se publiaient dans les périodiques ; lesdits périodiques allaient à Londres, à Paris, en d'autres capitales et, quand on voyait que les chefs de l'armée en grand nombre assaillaient à ces actes, on disait : « Alors il est vrai que les communistes sont les communistes ». Et cela nous a causé un grand tort, un très grand tort.

Une communication fut faite par Caballero au Gouvernement sur les fâcheuses conséquences que cette politique de violence des stalinien avaient à l'étranger et sur l'urgence qu'il y avait à y mettre fin. Cela mit le comble à l'exaspération des communistes. Ils ripostèrent en commençant alors contre l'Exécutif une campagne d'injures, notamment par leur journal Frente Rojo.

LE PACTE AVEC LA C.N.T.

Mais il y avait une autre raison à l'hostilité des communistes à Caballero et à l'Exécutif : le pacte avec la C. N. T. Les stalinien contestent la validité de ce pacte, disant qu'il eût dû être conclu sous le contrôle du Comité national et non de l'Exécutif. Voici l'argumentation de Caballero :

En premier lieu, dans nos statuts, on trouve (article premier, paragraphe 3) parmi les devoirs qu'a l'Union, la résolution suivante : « Truifier l'action du prolétariat avec le but de créer les forces d'émancipation intégrale de la classe ouvrière de telle sorte que, d'accord avec le principe, que les instruments de travail appartiennent de droit aux travailleurs, ces forces puissent assumer la direction de la production, le transport, la distribution et l'échange de la richesse sociale ».

Et Caballero de rappeler qu'en dehors de ce devoir impératif « d'unifier l'action du prolétariat », il existait un précédent connu d'un pacte conclu par une Commission exécutive de l'U. G. T., avec la C. N. T. C'était en 1920. A cette époque, Largo Caballero, Francisco Nufiez Tomas, Manuel Cordero, Luis Fernandez, de la Toyos, Martinez Gil, au nom de l'Exécutif de l'U.G.T. et Salvador Segui, Salvador Quemadas et Evelio Boal pour la C.N.T. signèrent ce pacte. Un Congrès national de l'U.G.T. le ratifia.

Mais Caballero rappela également qu'en novembre 1936 un manifeste commun signé par tous les membres de l'Exécutif, y compris les opposants d'aujourd'hui, préparait le terrain à l'accord signé avec la C. N. T. Caballero eut raison de rappeler en outre que la première réunion de la Commission exécutive dissidente, un appel à la C. N. T. avait été lancé, de sorte que, dit-il, « euz pourrions faire des pactes, mais nous pas ! »

LA COLONISATION STALINNIENNE

Ici se place une partie du discours de Caballero qui, malheureusement, a été mutilé par la censure. Il fait cependant nettement allusion aux manœuvres qui se sont produites dans le parti socialiste et que les stalinien eussent voulu employer dans l'U. G. T. « Nous avions toutes raisons, dit Caballero, de douter que les camarades qui prétendaient parler au nom des Fédérations exclues ne voulassent, en prenant possession par la force, des postes de l'Exécutif, donner satisfaction aux éléments communistes qui prétendaient introduire leurs

Quelle étrange histoire !

Juan Comorera échappe à un « curieux » attentat

Voici la note Havas que la presse de ce matin publie :

Barcelone, 26 octobre. — Le bureau de presse du commissariat général à l'ordre public communique :

Un attentat a été commis contre M. Juan Comorera, conseiller à l'économie de la Généralité de Catalogne, au moment où celui-ci gagnait son domicile situé dans un immeuble nommé « La Pedrera ».

L'explosion d'un engin qui avait été placé dans un égout proche de l'entrée principale de cet immeuble, a été déclenchée d'une voiture qui stationnait à 500 mètres de là. L'explosion ne produisit que de légers dégâts dans l'immeuble.

La police est sur une piste qui lui permettra d'arrêter les auteurs de l'attentat.

Empressons-nous de dire que nous n'avons d'autres renseignements que ceux que fournit cette note. Ils nous suffisent pour adopter la plus grande circonspection.

Quoi qu'il en soit, constatons que la police barcelonaise a vite fait d'être informée sur les circonstances pour le moins « bizarres » de cet attentat. Comme par hasard, l'explosion ne produisit que de légers dégâts !

Certes, par son attitude provocatrice, Juan Comorera s'est attiré une solide et méritée animosité de nos camarades. Cependant, survenant à un moment où de nombreux militants sont dans les griffes de la Guépéou stalinienne, cet « attentat » nous paraît particulièrement opportun pour « justifier » de nouvelles exactions. C'est ce que notre vigilance doit empêcher.

hommes dans l'Exécutif, et qui rencontrent un difficile obstacle.

L'ARGUMENT SENTIMENTAL DES ASTURIENNES

Après avoir fait l'historique des circonstances qui amenèrent l'exclusion des Fédérations débritaires envers l'Union, Caballero arrive à l'argument sentimental, dont les stalinien et leurs alliés jouèrent avec une certaine virtuosité : l'exclusion de la Fédération des mineurs asturiens.

L'on nous accusa, cherchant immédiatement la partie sentimentale, d'avoir exclu les mineurs des Asturies. Non ! Nous n'avons pas traité ainsi les mineurs des Asturies, parce que les Sections des mineurs continuent dans l'U.G.T. et la Fédération n'est pas depuis 1933, tenu compte de celle-ci ; ainsi que nous pouvons le prouver par des écrits que nous conservons ; ils ont prouvé qu'ils avaient et ont abandonné cette fédération, et leurs sections payent directement l'U.G.T. Non les mineurs n'ont pas été exclus !

L'U.G.T. N'EST PAS LE P.S.U.C.

Après avoir précisé le caractère syndicallement illégal des prétentions des stalinien à réclamer la convocation du Comité National (absence de délégations officielles et de mandat, etc.) Caballero est amené à parler de l'exemple de ce qui s'est passé en Catalogne avec le P.S.U.C.

En Catalogne l'organisation de l'U.G.T. est au service des Communistes (ici censure), et ceux-ci tentent partout de s'emparer de l'U.G.T. comme ils l'ont fait en Catalogne. Nous ne pouvons le permettre, nous voyons que l'U.G.T. soit libre et qu'elle ne soit déterminée quelles sont ses lignes de politique et sociales, mais nous ne pouvons la mettre au service de personne. ASSOLUMENT DE PERSONNE. Par contre, nous ne nous accusons d'anarcho-syndicalisme parce que nous sommes en relations avec la C.N.T. avec laquelle eux, voudraient se mettre en rapport... (Censure.)

C'est ici que Largo Caballero en arrive à un point capital de son exposé : les relations avec la C.N.T.

Le plus divertissant, camarades, c'est qu'ils le font avec l'intention de nous offenser, nous offenser parce que nous sommes en rapport avec la C. N. T. Ils sont complètement dans l'erreur. Ce qu'il faut, c'est jouer le jeu proprement dit, et l'on voit que les communistes dans lesquelles l'on faisait des appels à la C. N. T. et aux anarchistes en leur disant : « Les libertés de l'Espagne sont en danger, venez nous aider, nous allons battre le fascisme et vaincre l'ennemi. Les anarchistes nous ayant aidés, nous lions leur dire maintenant : vous avez accompli votre devoir, vous n'avez pas à intervenir dans la vie politique ».

Ici Caballero fait une longue digression sur la nécessité ou, selon lui, les anarchistes seraient de jouer un rôle politique dans la vie de l'Espagne. Il y consacre une argumentation nombreuse, avant d'en arriver à rendre un hommage éloquent à la loyauté de la C.N.T. et de ses militants.

LA LOYAUTE DE LA C.N.T.

Naturellement il y eut de la part de certains camarades de la C. N. T., une erreur, comme en commettent tous les novices dans la vie politique. Je le dir en toute fraternité : ces camarades sont un peu neufs en politique, ils croient qu'en politique le raisonnement suffit, qu'il suffit d'avoir raison. Ils se convaincront, déjà ils commencent à le faire, que la politique est pleine de pièges et qu'il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions. Ils continuent ainsi à croire que chaque secteur doit avoir dans le gouvernement une représentation proportionnelle ; les partis politiques comme tels, les syndicats comme tels. Il est clair que si l'on faisait un Gouvernement avec des représentations proportionnelles des forces de chaque élément, il résulterait une majorité syndicale. Mais ils ne veulent aucunement exclure les partis politiques. C'est leur théorie. Et c'est pour cela que les partis en général, syndicats, nous rejettent du pouvoir, et naturellement il faut nous défendre. La croisade entreprise contre eux répondait à cette menace.

Après avoir cité plusieurs exemples de la loyauté de la C.N.T. Caballero met en opposition le machiavélisme des stalinien et des politiciens.

Revenant à l'U. G. T., nous affirmons que cette Commission Exécutif qui s'est formée n'est pas légitime, qu'elle n'a pas d'autorité, parce que

ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

Le prolétariat ibérique vaincra !

Après les douloureuses journées de mai, un pessimisme injustifié paraît dominer le mouvement anarchiste international en ce qui concerne l'Espagne.

« La C.N.T. et la F.A.I., de concession en concession, ont abouti dans une impasse obscure. Pour moi, qui ai le goût des choses réelles, ce refrain ne me dit rien de concret. La critique est toujours facile quand elle n'est pas préoccupée par la réalité immédiate. Il faut agir pour s'apercevoir combien certaine critique, faite à tort et à travers, est sottise et inutile.

La C.N.T. et la F.A.I. ont fait ce qu'il leur était possible de faire. Prétendre davantage signifie prétendre l'impossible. Je suis sûr que si dans d'autres pays d'Europe, il advenait ce qui est arrivé en Espagne, le mouvement anarchiste n'y représenterait pas la part représentée par le mouvement anarchiste espagnol : ni du côté destructif, ni du côté constructif.

Laissons donc de côté la critique stérile qui ne porte aucune aide aux camarades espagnols. Même le silence est une grande vertu dans des moments déterminés.

A mon avis, les positions de la C.N.T. et de la F.A.I. ne sont pas du tout affaiblies depuis mai et je pourrais le démontrer avec les faits, mais une telle démonstration me pousserait trop loin. Une bonne tactique est celle de ne pas s'épuiser en attaques locales et insignifiantes, et nos camarades espagnols l'appliquent à merveille. Le fait de ne pas répondre à certains coups n'est pas une faiblesse, mais une ruse de tactique, que nous, nous devons nous efforcer de comprendre.

Si la C.N.T. et la F.A.I., au lieu du bon sens révolutionnaire, avaient écouté et agi selon les avis formulés par pas mal de doctrinaires intransigeants, elles seraient, depuis longtemps épuisées.

La guerre révolutionnaire, la gagnent tou-

jours ceux qui agissent avec économie ceux qui savent mettre en action à temps, les réserves. C'est un conseil dicté par l'expérience séculaire que les doctrinaires intransigeants feraient bien de méditer et suivre.

On reproche souvent à la C.N.T. sa tendance à la collaboration. J'avoue avoir, moi aussi, péché en ce sens. Mais ici, il faudrait préciser s'il est plus opportun de rester en dehors de la vie politique du pays ou d'y participer avec toutes les garanties. Il y a des inconvénients, personne n'oserait les nier, mais certains inconvénients de nature politique disparaissent seulement avec ceux qui les ont créés.

Depuis le 10 juillet 1936, la C.N.T. a participé à la vie politique et sociale de l'Espagne en collaboration avec tous les partis et organisations. Pour agir autrement, il y avait que deux voies ouvertes : ou de renoncer à vivre avec les autres quoique sur des bases égales, ou chercher à rester l'arbitre de la situation en les supprimant tous. En agissant de telle façon, on n'aurait certainement pas les portes de l'anarchie, mais celles du despotisme le plus révoltant. Moi, le premier, j'y renoncerais.

Il y a, après, le facteur Guerre. En Espagne, la guerre dure depuis plus d'un an et elle peut encore durer autant. Franco a trouvé dans les fascistes italiens, allemands, portugais, une aide immédiate, et par-dessus le marché un concours tacite du côté du libéralisme anglais et de la démocratie française.

La non-intervention de Blum a aidé puissamment le fascisme et ce sera une honte pour les communistes qui le soutenaient. Quand nous ferons le bilan du Front populaire, nous verrons de quelle façon il a aidé l'Espagne !

En échange, le prolétariat espagnol a été aidé par un petit nombre, et avec peu. La Russie est intervenue faiblement, faisant un bruit énorme et nuisant à la cause du prolétariat espagnol avec son ingérence politique. Seul le Mexique est intervenu d'une façon désintéressée. Mais le Mexique est loin et très pauvre en matériel de guerre !

Il faudra reconnaître que le peuple espagnol, en tenant tête aux hordes fascistes a accompli un effort surhumain. Le fascisme international est contre le peuple espagnol et il apporte son concours pour le soumettre au joug de Franco.

Que fait, en échange, pour l'Espagne, le prolétariat international ? Peu ou rien. On recueille des moyens destinés à aider les réfugiés, comme si, en soignant les blessés, on arrivait à éliminer la guerre ! C'est un non-sens. Le devoir d'un révolutionnaire est d'agir, de façon qu'il ne puisse pas y avoir de réfugiés et non comme un chrétien.

Pendant la Révolution russe il y eut des ouvriers qui se refusèrent à charger et à décharger les armes destinées à la contre-révolution.

En 1937, nous n'enregistrons aucun geste de ce genre, ou très rarement. Qu'en pensent-elles, les organisations internationales ? Le prolétariat espagnol est pratiquement seul à lutter contre la horde fasciste internationale (que ceux qui, loin de la lutte, s'abandonnent à une critique facile y pensent un instant).

Sans le formidable soutien italien et allemand, depuis bien longtemps Franco aurait été liquidé. Par contre, la guerre continue impitoyable et destructrice, sous les regards apathiques d'une Europe mère pour la plus grave des catastrophes.

Et pourtant, le prolétariat espagnol garde sa foi dans la victoire finale, et il vaincra. Il sait qu'il est seul, mais le sens de l'isolement, au lieu de l'abattre le fortifie, le cuirasse toujours davantage. Un tel prolétariat se rompt plutôt que de plier. Il a écrit déjà la plus belle page de son existence, plus belle que celle de Numance et de Sagonte.

Franco et tous les fascistes espagnols le savent bien. Le problème espagnol est pour demain, il est politique et non militaire.

Avec l'aide du fascisme international, Franco pourrait même gagner militairement sur le prolétariat ibérique ; mais il sera politiquement impuissant à le battre. Tout le problème espagnol réside ici, même si les réactionnaires veulent le passer sous silence.

Franco, nationaliste cent pour cent, est obligé de combattre ses compatriotes avec l'aide des Arabes, des Italiens et des Allemands.

C'est un bel exemple de l'amour de la patrie ! Les Espagnols d'aujourd'hui et de demain ne l'oublieront jamais : Franco a ouvert les portes de l'Espagne à l'invasion étrangère faisant massacrer femmes, vieillards, enfants, semant partout l'incendie, la destruction, la misère.

N'oublions pas une telle infamie le prolétariat espagnol saura se battre pour vaincre. Que le prolétariat international s'en souvienne et lui vienne en aide.

(A suivre.)

VIOLA.

A l'approche de l'hiver...

Camarades Antifascistes,

Le Centre de Ravitaillement vous demande de retenir son adresse :

26, rue de Grussol, Paris (14^e)
Téléphone : Roquette 73-96

et de vous habituer à prendre le chemin des nos Siège.

Contribuez à remplir nos camions qui iront porter aux 200 enfants de notre colonie enfantine et à ceux qui luttent héroïquement contre les mercenaires fascistes, les vivres, vêtements et médicaments qu'ils attendent de votre solidarité.

A tous, merci.

SAVEZ-VOUS QUE...

Il nous vient de temps à autre d'Italie un vent de « socialisme d'Etat » que les journalistes français n'hésitent pas à qualifier d'anticapitaliste.

L'action engagée voici un an par l'Etat fasciste contre la propriété immobilière ainsi que la taxe sur les bénéfices industriels font pousser les hauts cris à tout ce que la bourgeoisie française compte de traditionaliste et d'intransigeant.

Au contraire, cette politique est suivie avec intérêt par les petites gens, les classes moyennes qui voient là une épuration à bon compte du haut capitalisme expropriateur.

L'Etat fasciste vient de corser cette mesure en frappant d'un impôt supplémentaire de 10 % le capital des sociétés par actions. Ce prélèvement échelonné sur 2 ans 1/2 produirait 5 milliards de lires.

Parallèlement, on apprend de temps à autre une nouvelle comme celle-ci : « A la suite d'augmentations constatées sur tel ou tel produit, le Comité corporatif central décide d'élever les salaires de 5 % ». Ces mêmes petites gens qui voient là une action sociale intelligente et coordonnée, où le désordre social n'a pas de part assimilée assez facilement le fascisme à une sorte de justice supérieure rognant sur ceux-ci du bonheur qu'on destine à ceux-là, sans effarouchement pour quiconque et sans mal pour la continuité du régime et la légitimité du profit.

On ne peut pas assimiler le fascisme au grand capital puisqu'une force supérieure le surveille, le canalise, le réduit. Ni au socialisme populaire puisque la fonction de l'employeur demeure intacte, avec sa direction technique exclusive et son droit sacré au profit.

Le fascisme est une forme nouvelle du capital, la synthèse de l'individualisme capitaliste et du socialisme limité à sa forme technique, policière et centralisée. Un développement de l'assistance publique dans sa partie spectaculaire achève de donner à l'édifice une allure humanitaire. Il n'en faut pas plus pour établir un régime neutre, rassurant d'une vieilleries qui ne impose au moins le temps de s'installer et se poursuit à travers une mentalité générale qui répond au besoin technique de forces obéissantes, aussi bien de la part des entreprises et de leurs patrons que des classes moyennes et des ouvriers.

Vu de cet angle, le fascisme apparaît comme une liquidation amiable du capitalisme individuel et du socialisme prolétarien. Il maintient le profit, mais au-dessous du niveau où il nuirait au travail. Il flatter le prolétariat. Mais il arrête cette flatterie un peu en deca de la reconnaissance des droits ouvriers. Il se propose ouvertement pour but de maintenir l'inégalité au plus haut niveau où elle est encore acceptable et de la réprimer quand elle dépasse ces limites. Il est le résultat naturel de la technique, et tout aussi naturellement, ceux qui adorent la technique et son abondance sans lui donner la raison matérielle et morale d'une prise de possession par tous et à part égale, sont peut-être des philanthropes humanitaires et bien intentionnés, mais infailliblement l'histoire en fera les ouvriers du fascisme.

Il serait utile d'étudier par le détail le fonctionnement économique de l'Italie fasciste. En principe le fascisme s'attribue

le rôle de régulateur dans l'économie nationale. Ce qui explique, toujours en principe, ces « expropriations » du capital et ces révolutions du travail.

Mais les raisons pratiques sont autres. Il faut penser en effet :

1° Qu'une augmentation des salaires de 5 % par exemple, a toujours pour raison une augmentation sensiblement plus élevée du coût de la vie. Ce qui ne rétablit donc qu'apparemment la balance sociale au bénéfice du travail. Les rajustements sont donc assez mal appréciés des ouvriers.

2° Que le patronat n'apprécie pas du tout ces mesures, qui le placent souvent dans une position critique qui fait sentir plus durement la poigne de l'Etat c'est-à-dire des quelques Instituts qui ont drainé dans leurs caisses le capital de la nation et qui poursuivent ainsi la concentration capitaliste, quoique sous un autre nom et quelquefois dans d'autres mains.

3° La bourgeoisie éphémère dont le capital voit sa rentabilité s'amoindrir, et qui subit d'ailleurs une grosse partie des prélèvements opérés par l'Etat. Les classes moyennes au nom desquelles opère le fascisme dans toutes les parties du monde ont été profondément lésées par celui-ci. Le seul mérite du fascisme à leurs yeux c'est de les avoir sauvées de l'expropriation prolétarienne, et partiellement de l'offensive désordonnée du grand capital.

QUELLE est donc la force du fascisme : uniquement d'être une machine de police à l'intérieur, et à l'extérieur un appareil d'expansion pratique pour l'impérialisme industriel que les mesures socialistes n'empêcheront pas d'avoir le dernier mot.

C'est parce que le capitalisme doit se discipliner pour se survivre qu'il accepte ou institue même certaines restrictions à la jouissance intégrale du régime propriétaire.

Quant aux dernières mesures, elles ont quelques raisons toutes simples :

1° L'Italie avec ses cent milliards de dette intérieure ne peut pratiquement plus rien tirer de sa bourgeoisie éphémère ;

2° Avec sa politique internationale, elle s'interdit les emprunts étrangers ;

3° Son surarmement impose à sa balance commerciale un déficit qui dépassera 6 milliards de lires pour 1937 et qu'elle est dans l'incapacité immédiate de combler ;

4° Son stock d'or ne peut plus être allégué sans inconvénient grâce pour sa politique internationale dont l'issue peut être la guerre, c'est-à-dire plus ou moins l'isolement.

L'Etat fasciste prend donc l'argent où il est, conformément à une discipline capitaliste qui comprend le besoin de ménager la stabilité politique du pays.

Les derniers prélèvements sont des mesures de guerre, voilà tout. L'Etat français a pratiqué durant la dernière guerre la politique de l'embargo sur les comptes en banque (frappant ainsi les détenteurs de capitaux, c'est-à-dire les bourgeois) sans faire hurler au socialisme.

L'U.R.S.S. pratique de la même manière l'obligation de souscrire aux emprunts, c'est-à-dire une expropriation partielle des revenus et des salaires.

Et d'ailleurs, en toute logique, le fait d'imposer les richesses ne signifie pas qu'on ménage ou qu'on favorise les pauvres, mais tout bonnement qu'on ne peut plus rien leur voler.

Pour le respect du droit d'asile

(Suite de la première page)

Le malheureux aura beau prouver que dès l'âge de 11 ans jusqu'à 51 qu'il en compte actuellement, il a toujours vécu du fruit de son propre travail. Son dossier le définit « vagabond ».

J'ai cité un cas personnel parce que je le connais de très près, et parce qu'il est le prototype de tous les autres cas généralement encore plus graves dont nous sommes victimes, nous les « terroristes », les « vagabonds », nous les « dangereux pour la sûreté de l'Etat » ainsi que nous définissent les dossiers établis par les vrais terroristes, par ceux-là mêmes qui ont tout l'intérêt à miner la sûreté de la France : c'est-à-dire par les ambassades et les consulats des pays totalitaires que nous continuons à combattre en nous efforçant d'en faire comprendre le danger aux peuples non encore écrasés par la lotte dictatorial, et en recevant comme récompense de nous voir attribuer les crimes commis par nos mortels ennemis.

C'est le cas de Pasotti et de Fiamberti par exemple.

Le gouvernement et la police français n'ignorent nullement l'origine des attentats. Mais la raison d'Etat et... de peur obligent le gouvernement et la police à les « ignorer ». Alors comme on a solennellement promis à l'opinion publique que les coupables seront rejoints et sévèrement châtiés, et puisqu'il faut sauver l'honneur (?) de la police, on arrête au petit bonheur un certain nombre d'anarchistes et le tour est joué. Ils font d'excellents « bons émissaires ».

Les anarchistes ont bon dos... Et sur leurs épaules, grâce aux dossiers, on peut tout mettre. Ils sont tous ou presque en infraction au décret d'expulsion. Ils sont tous des « terroristes », des « vagabonds », des « dangereux » : donc capables de tout. Ce serait idiot de ne pas en profiter. L'intelligence de la police arrive jusque-là. Il suffit d'allonger la main et de la laisser tomber sur le premier malheureux. En chacun d'eux il y a le coupable de n'importe quel crime dont les vrais auteurs — bien repérés — doivent pour raison d'Etat demeurer « inconnus ».

Un Tamburini « anarchiste » comme pour le cas Pasotti ou un chauffeur « inconnu » comme dans le cas Fiamberti, feront le reste.

Les anarchistes ont les épaules larges... Contre eux tout est permis.

Au pays des « Droits de l'Homme », on peut tenir des gens en prison sans raison valable. On peut les accabler contre toute vraisemblance des méfaits les plus noirs. Est-ce que cela ne ressemble pas à la lettre de cachet ou mieux encore aux procédés de répression en honneur dans les pays dictatoriaux ?

Nous proscriptions politiques, chassés de tous les pays, en butte à toutes les persécutions, à tous les abus de pouvoir, ne trouverons pas auprès des travailleurs français l'appui légitime que nous attendons d'eux. Laisseront-ils leurs dirigeants tenir en prison des innocents, tel Pasotti et Fiamberti ? Laisseront-ils bafouer plus longtemps le droit d'asile ? Laisseront-ils, sous le Front populaire, magistrats et policiers se conduire comme les pays de fascisme ?

Que leur conscience réponde à ces questions.

Qu'ils fassent respecter le droit d'asile. Qu'ils exigent la libération des victimes de la raison d'Etat.

UN INDESIRABLE.

Réunions et Conférences de la semaine

Jeudi 28 Octobre

GRUPE DU XVII^e arrondissement, à 20 heures 30, 100, rue Cardinet sur :

GE QU'EST L'ANARCHISME

Orateur : Goudry.

Vendredi 29 Octobre

III^e et IV^e, salle de l'Homme armé, 44, rue des Archives, à 20 h. 30.

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

CE QU'VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Ringeas, Servan, Barzangette.

GOUSSAINVILLE, le vendredi 29 octobre, salle Couderc, Bd Salengro,

REUNION PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

sur LA RELIGION.

Orateurs : M. Dautreau, A. Patorni.

Samedi 30 Octobre

GRUPE D'ERMONT

TOURNEE DE PROPAGANDE PAR LA CHANSON

Salle Lecoq, 86, rue du Gros-Noyer, à Ermont, avec

Charles D'Avray, Guérin, Dautreau

Jeudi 4 Novembre

MAIRIE DE LIVRY-GARGAN

GRAND MEETING

de protestation contre les menées stalinienne en Espagne

Orateurs : Un S. F. I. O., un du Parti Socialiste italien, Weitz des J. S. A.,

Dautreau de l'U. A., Goudry de la J. A. G., Patorni du Comité Pour l'Espagne Libre

Participation aux frais, 0 fr. 95.

Jeunesse Anarchiste Communiste

LA JEUNESSE SOCIALISTE CONTRE "L'UNITÉ"

Le projet d'unification entre le parti socialiste et le parti communiste pour la formation du « Parti Proletarien » ne sont pas prêts d'aboutir.

Si la S.F.I.O. se tient sur de prudentes réserves et se retranche chaque fois derrière des modalités bureaucratiques pour retarder un avènement qui lui déplairait, la jeunesse socialiste n'est pas tenue à la même attitude et ne s'en cache pas pour le déclarer.

Nous assistons à un processus historique assez bizarre : alors que le parti communiste est le parti extrémiste, qu'il propose et emploie des méthodes réformistes, la jeunesse socialiste dépendant directement du parti « social-démocrate », d'un parti dont les attaques avec la bourgeoisie ont été à maintes fois prouvées, propose des méthodes révolutionnaires, dénonce le « chauvinisme outrancier de certain parti prolétarien ».

Nous sommes cette semaine témoins d'une lutte sournoise opposant les jeunes communistes aux jeunes socialistes. Nous voyons les dirigeants des J. S., membres de ce « Comité National Mixte » qui en 1935 prononça l'exclusion des Jeunes Socialistes de la Seine, en 1937 celle d'autres camarades ayant repris des mots d'ordre révolutionnaires, employer à leur tour cette même propagande et se faire traiter de « défenseurs des bandits trotskystes ».

Fernand Imbert, que les membres des Jeunes socialistes connaissent bien pour ses propos de démagogie révolutionnaire et dont les attaques avec les Paul Faure et autres réformistes ne sont plus à démontrer, est particulièrement pris à parti par Raymond Guyot dans une réponse au « Cri des Jeunes ».

Cela n'empêche nullement ce « sympathique » Imbert de reprendre sa lutte contre l'U.C.J. Dans un « papier » assez humoristique intitulé : « Lettre d'un jeune communiste à son frère socialiste », il nous rappelle les luttes précédentes des deux partis frères.

En 1932, le communiste annonçait : « Nous aimons mieux des ennemis déclarés que des socialistes ! C'est moins dangereux. »

Le 6 février 1934, le mot d'ordre communiste était : « Daladier et Blum au poteau ! »

« L'adversaire, mon cher frère socialiste, ce n'est pas le capitalisme, ses agents et ses soutiens. C'est toi ! »

La conclusion de tous ces rappels historiques est trop naïve et amusante en même temps pour ne pas être citée intégralement :

« Nous mettrons tout en œuvre pour discréditer le Parti Socialiste auprès de vos sympathisants et par notre politique nationaliste nous attirer les classes moyennes. Comme cela, vous serez bêtus. C'est ce que nous voulons. »

Nous ne sommes peut-être plus des communistes, mon cher frère, mais nous sommes plus que jamais bolchevistes.

Bien fraternellement et vive l'unité, pour une France libre, forte et heureuse, que veulent et que feront les communistes français.

Mise à part la question de discréditer le parti socialiste, ce dont la S.F.I.O. se fout intégralement, Imbert au nom des J. S. reprend nos arguments sur la position du Parti communiste français plus que jamais solidaire de la Russie, disant soviétique.

S'agissant justement sur cette réalité du parti franco-soviétique, les Jeunes Socialistes déclinent un semblant de vaste mouvement de propagande révolutionnaire, luttent contre les deux ans, dénoncent le faux idéal de la patrie, annoncent qu'ils ne marchent pas dans une croisade des démocrates contre le fascisme, désapprouvent et font voter des ordres du jour de protestation contre les menées stalinienne en Espagne.

Les Jeunes Socialistes de France rappellent la disparition du mouvement J. G. S. belge, noté qu'il est maintenant dans l'illégalité et ont ainsi un motif supplémentaire au refus d'unité.

Toute cette agitation antibolchevique déployée par les Jeunes socialistes, qui faisant notre jeu parce qu'elle nous permet d'affirmer notre présence, devrait nous réjouir, nous met sur nos gardes.

Les réformistes sentant qu'ils vont être débordés par les stalinistes se rapprochent de nous, trompent les jeunes ouvriers en tenant un langage révolutionnaire et en accomplissant en même temps la répression sur ceux qui prennent leurs propos au sérieux.

Avons-nous besoin de rappeler que Marx Dornoy est ministre de l'Intérieur et que Vincent Auried défile le portefeuille de la Justice, et que tous deux sont socialistes ?

Même si les ministres socialistes devaient abandonner la participation, les jeunes ouvriers ainsi que les autres d'oublieraient pas que sous la direction des sus-nommés, se sont produits les matraquages des ouvriers et différents assassinats (Clichy, etc.), les Espagnols fuyant la guerre civile ont été refoulés aux différentes frontières espagnoles, un Gérard Leretour arrive.

Le danger bolchevique n'est pas unique, il y a aussi le réformisme qui constitue pour la classe ouvrière un frein trop brusque qui lui empêche d'atteindre ses destinées.

C'est dans cet esprit que les jeunes révolutionnaires participeront aux meetings de protestation organisés par la Jeunesse Socialiste et ils demandent qu'il y ait loin pour ces prétendus révolutionnaires, des paroles aux actes.

Nous saurons quant à nous, nous servir de leurs paroles pour les obliger à l'accomplissement des actes nécessaires à la destruction du système capitaliste.

P. SERVANT.

En lisant l'« Avant-Garde »

Dans l'A.-G. de cette semaine « samedi 23 octobre », le Petit Dérouté, ex Raymond Guyot, répond au « Cri des Jeunes », organe du C.C.N. des Jeunes socialistes.

Le « Cri des Jeunes » s'était permis (une fois n'est pas coutume) sous la signature de Imbert, de trouver un peu fort de café les déclarations de Raymond Guyot parues dans le « Conscrit » et dénonçait à cette place par un de nos camarades ex J. C.

Imbert, qui pourtant ne brilla pas au sein des J. S. par ses positions révolutionnaires, accuse à juste titre (oh ! combien) le président de la Fédération des Jeunes communistes de s'agenouiller devant l'état-major.

Et le petit Dérouté de claironner : « Je ne me suis pas agenouillé devant l'état-major à des moments plus difficiles qu'aujourd'hui et où il en coûtait plus cher. » Oh ! oui, nous connaissons l'histoire. On nous l'a assez ressassée. Mais il est un peu comique de vouloir prouver ses intentions pacifistes et la pureté de sa pensée en se servant de « démonstrations » passées d'antimilitarisme.

M. Doriot pourrait lui aussi ressortir le télégramme à Abd-el-Krim pour prouver qu'il veut toujours l'émancipation du peuple.

Il ne s'agit ni des discours ni des attitudes d'antan. Il s'agit du langage et des écrits que tiennent actuellement ceux qui se servent d'une influence acquise sur une partie des masses pour les entraîner dans toutes les aventures que nécessiteront les intérêts des néo-capitalistes russes.

Il serait nécessaire qu'aux J. S. beaucoup d'Imbert aient ce mouvement d'indignation qui les pousse à dire leur fait aux contre-révolutionnaires, oubliant, pour une fois, le silence de commandement exigé pour la réalisation de l'unité « nécessaire ».

A côté de ce papier, trois colonnes pour P. V.-C.

Après nous avoir appris que les fascistes de la J.O.C. de Villejuif saluent en Vaillant-Couturier un esprit large et compréhensif (il suffit pour s'en rendre compte de prendre le journal local de P. V.-C. dans lequel les ouvriers anarchistes de Villejuif étaient traités de voyous et de bandits), on nous donne connaissance d'une ode à feu Vaillant.

Ton nom s'harmonise avec ton caractère, Tu fus toujours vaillant dans la paix, dans la guerre.

Le reste est du même tonneau... Passons... Passons.

Enfin en page six, un nommé Lafon, que je crois connaître, vomit quelques ordures sur les révolutionnaires espagnols.

Son procédé est simple : passer de la pomme à « nos frères anarchistes » pour mieux démontrer (sic) la complicité du P.O.U.M. et de France. Les explications sont également très simples : « Le rôle du P.O.U.M. Il tient en quelques mots : Au service du fascisme. Point n'est besoin de chercher des arguments théoriques dans l'arsenal politique pour le démontrer. » Voilà ! Il ne faut vraiment pas être difficile pour se contenter de ça. Mais les lecteurs de l'A.-G. ne sont pas difficiles. On les habitu à se soucier beaucoup plus des bails, des gougues et du sport que du rôle des organisations révolutionnaires.

(Le problème des anarchistes fait beaucoup parler, tiens, tiens !), affirme le Lafon.

Disons de suite qu'aucune comparaison ne peut être faite entre les millions de travailleurs, jeunes et adultes, qui appartiennent ou sont influencés par la Fédération anarchiste ibérique et la poignée d'individus qui, en France, s'intitulent anarchistes. Nous voudrions bien, nous qu'aucune comparaison ne puisse être faite entre les salauds qui dirigent le P. C. et les J. C. et les communistes espagnols. Malheureusement ils sont, comme les anars, les mêmes partout.

Lafon dit encore : « Une fois terminée avec le fascisme, le peuple espagnol décidera lui-même ce qu'il veut. »

Nous l'espérons bien ainsi et avec nous nos camarades de la F.A.I.

Mais lorsque le prolétariat d'Espagne décidera et instaurera ce qu'il veut les assassins de Berneri et des autres révolutionnaires auront peut-être la partie moins belle. La lutte mettra face à face les millions de travailleurs, jeunes et adultes, qui appartiennent ou sont influencés par la F.A.I. et les agents de la contre-révolution stalinienne.

Et le jour, qu'en France, nous réglerons les comptes, ceux qui entraînent le prolétariat dans la guerre et qui le trahissent cyniquement, n'échapperont pas à sa vindicte.

Car ce qui commence à inquiéter sérieusement ces messieurs de l'Huma, de l'A.-G. et du Politbureau, c'est de voir que la poignée d'individus qui, en France, s'intitulent anarchistes, attirant singulièrement, par le développement de l'U.A. et de la J.A.C., les militants ouvriers qui avaient encore voulu croire en eux.

RINGEAS.

MILITARISME ASSASSIN

« La joie et la fierté d'être soldat gonflent le cœur de chacun. »

(Raymond Guyot, dixit.)

On nous signale d'une garnison de l'Yonne qu'un soldat va passer le conseil de guerre pour les faits suivants, que nous ont relatés plusieurs camarades de cette garnison.

Incorporé dans l'active malgré une jambe plus courte que l'autre et des craquements dans les genoux, il a été pendant trois mois en prison et ce n'est qu'à bout de 10 mois de service qu'il fut, enfin versé dans l'auxiliaire. Quelque temps après, ne pouvant exécuter un ordre, il fut condamné et tira encore 6 mois de « tôle ». Il se sort peut-être maintenant un peu de passer devant le Conseil de guerre. Son crime ? Il ne peut faire de la chaux, comme cela lui fut ordonné, cela lui brûle les yeux, car il a une vue des plus défectueuse et le régiment la lui a fait encore baisser de 3/10^e. Alors toute la meute gauloise a une victime, elle s'amuse sadiquement à la faire souffrir.

M. Daladier, est-ce la le soufflet républicain qui devait si bien purifier l'armée ? Et vous, messieurs les députés de « gauche » — comme un peu vos beaux discours et occupez-vous un peu des malheureux grivolets, encasernés dans les geôles de la bourgeoisie.

Communications diverses

◆ Grande assemblée d'information organisée par le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou, le jeudi 28 octobre à 21 h. précises, à la Mutualité (salle G), sous la présidence de Mme César Chabrun, Alfred Rosmer, retour d'Amérique, parcourent des travaux de la Commission américaine ; Félix Challaive de l'Assassinat de Reiss et Gérard Rosenthal de l'affaire Grilevitz. Invitations personnelles aux bureaux du Libertaire.

◆ Libre-Pensée du 16^e arrondissement. — Vendredi 5 novembre à 21 heures, 102, rue Boileau, conférence sur « L'Eglise contre l'Espagne ». Les cléricaux et les partis politiques sont invités à venir défendre leurs thèses. Métro : Pont de Saint-Cloud ; autobus : 1, 18, AS, PG ; entrée : 0 fr. 95.

◆ Ligue Internationale des Combattants de la Paix. — Le secteur Paris-Rive-Gauche organise une grande conférence sur le Problème Indochinois le mercredi 3 novembre, à 21 heures, à la Mutualité, salle M. Orateur : Nguyen Thi Tru-pen. Tous les camarades et sympathisants sont invités. Participation aux frais : 2 francs.

PETITE CORRESPONDANCE

◆ Barbet, Amiens. — J'ai reçu argent réabonnément le 16-6-37 pour 1 an, total 60 fr.

◆ Cassagrandi, Cherchell (Algérie). — Abonnement terminé au n° 608, Cote Batisse au n° 577, Vergnes Prosper au n° 683.

◆ Pascal, Marseille. — D'accord avec règlement librairie ; reçu argent 30-9-37, 71 fr. 50.

◆ Teissière (Marseille). — Ton colis nous revient avec mention : inconnu.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grituels.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Évolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

Famili nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chaughli, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la doctresse M. Pelletier.

A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Brier à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.

Les Trois Complices, par René Chaughli.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkessoff.

La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Femme, L'enfant, Les Familles nombreuses, Les Méliers Haisables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Rédemption, chaque brochure 0 fr. 60.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

PARIS-BANLIEUE

Toute communication parvenant après le lundi midi est remise à la semaine suivante.

COLOMBES

Les chômeurs à l'Expo ?

Depuis très longtemps, une demande fut faite pour que tous les chômeurs puissent être autorisés à visiter gratuitement l'Exposition et de ne pas être ainsi privés par leur lamentable situation de la contemplation.

Cette promesse est loin de devenir une réalité, puisqu'on nous annonce la fermeture très prochaine de celle-ci.

Toutefois, il aurait été utile à ce que les sans-travail puissent s'y rendre sans être enrégimentés, ni conduits par des chefs de file, sans faire de droite par quatre, comme l'avait fait remarquer justement un de nos camarades.

Ils auraient pu s'arrêter longuement à la Maison du Travail, stand de la Confédération Générale du Travail à prendre connaissance des bustes des précurseurs du syndicalisme et pour d'autres, de celui de Jaurès, lire attentivement ce que ce dernier écrivait :

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains, aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

Après avoir lu ce commentaire afin de le comprendre, cela aurait pu être salutaire pour la plupart de nos grands brailleurs.

L'exclu.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD GENTILLY ET COMITE LOCAL POUR L'ESPAGNE LIBRE

L'hiver approche, la guerre continue en Espagne aussi atroce et les orphelins ont plus que jamais besoin de nos soins et de notre affection. Aussi le Groupe Banlieue-Sud invite-t-il tous les amis de l'Espagne libre à faire la propagande nécessaire pour que la Gogolite du samedi 6 novembre à 20 h. 30 salle Berlioz, 2, rue de la Matrice, à Gentilly, soit un succès. Au programme : Charles d'Avray, Jane Monelli, Castella, Larvor, La Frisette, etc.

La soirée étant au bénéfice exclusif de nos petits orphelins espagnols, soyez nombreux. Prix d'entrée : 2 fr. donnant droit à 2 billets de tombola dont le tirage aura lieu au cours de la soirée. Nombreux lots. Demander les cartes aux vendeurs du Lib et à l'entrée de la salle.

BICETRE

Etant à une réunion organisée pour les locataires des 3, 5 et 7 de la rue Dauphin-Villigny le 12-10-37, le sieur Dolly, adjoint au maire de Villejuif, se trouvait dans la salle accompagnée de certains locataires de son immeuble, 9, rue Dauphin, ce dernier a tout fait pour saboter cette réunion organisée par le comité local des sections de la Bictre, Gentilly, Villejuif, le camarade Barreau, socialiste. Dolly me voyant dans la salle a dit aussitôt : « Il y a ici dans cette salle des anarchistes provocateurs, les diviseurs de la classe ouvrière, etc. ». Aussitôt ces bons nacos de crier : « Aux chiottes le Libertaire ! »

Le secrétaire des locataires Barreau est maintenant traité de fasciste, parce qu'il a pris fait et cause pour les anars, disant qu'il n'y a pas de tendances aux locataires. Dolly prétend ne pas tolérer en réunion à Villejuif, même locative, des anars. Qu'il les fane vider. Je suis de plus en plus provoqué, même ne vendant pas le Lib, je suis insulté par certains éléments nacos lorsque ceux-ci me rencontrent faisant mes courses. On m'a déclaré que l'on ne regarderait pas si je suis une femme pour me foutre sur la g... si je continue à vendre le Lib.

Rien ne m'empêchera de continuer à la vendre malgré les procédés de ces nationaux communistes.

Geneviève Pottier.

BANLIEUE SUD-VILLEJUIF

Sur l'organe communiste « Front Rouge » du 22 octobre, la population était conviée à chasser de Villejuif les vendeurs du Libertaire dont la vente à la criée constituait pour les oreilles des « nacos » une suprême provocation. La vente de dimanche eut lieu quand même, mais quand nos vendeurs s'arrêtèrent au coin de la rue Dauphin, ils furent entourés par une centaine de communistes, menaçants à l'égard de nos vendeurs malgré les insultes et les provocations, la bagarre tant recherchée par ces « défenseurs de la liberté » n'eut pas lieu grâce au sang-froid de nos camarades. L'adjoint au maire qui dirigeait l'opération s'en fut querir la police et nous dûmes nous replier jusqu'à la « frontière » de leur fief, c'est-à-dire à Bictre.

Les anarchistes pensent qu'il y a mieux à faire que de se battre entre ouvriers et le but avoué par certains, très excités, était de déclencher une perturbation entraînant la suppression de la vente du « Libertaire » qui les gêne énormément en ce sens qu'il dénonce la fable lamentable du Front Populaire, les revirements du « Parti des Masses » et leur trahison en Espagne. Beaucoup de spectateurs, écœurés de leur attitude, le firent bien voir, et même un membre du P. C., révolté, lui rendit sa carte sur-le-champ. Continuez, Messieurs, les anarchistes vous verrez venir un jour prochain, quand vous aurez compris où vous menez vos chefs et que vous serez débarrassés de votre esprit de parti, de clocher et de patrie. Soyez fiers de votre victoire, pour nous, la plus belle des victoires, c'est celle que l'on remporte sur soi-même.

Le Groupe Banlieue-Sud.

CACHAN

De l'honnêteté, S. V. P.

Pour moi grand châtelet, de Trelaze, Trelaze. Pour qu'on soit plus beau La Trelaze des gogos.

Cn fait coup double à Cachan. A la Bourse, une demi-douzaine de danseurs en rond, après avoir totalisé les sommes en caisse (ristournes sur timbres, etc.), ont versé le montant (1.800 fr.) pour le châtelet. Le montant de la caisse d'une petite « Mutuelle » d'usine (200 fr.) a pris la même direction dans les mêmes conditions, une centaine rouge et tricolore a été offerte au conscript partant.

On demande la restitution des sommes ou un démenti.

GENNEVILLIERS

Nous pensons que la situation ne nous permet plus de rester inactifs, il nous faut reprendre notre besogne de débouillage de crânes.

Plus que jamais, les camarades révolutionnaires doivent venir renforcer notre groupe. Après la dupes des élections cantonales, bien des vœux se sont ouverts : ceux qui voulaient doubler encore sont maintenant convaincus que la politification et ses polichinelles mènent le prolétariat à sa perte et ne font que renforcer les positions du capitalisme.

L'exemple de l'Espagne doit être pour nous une leçon salutaire, du jour où les politiciens ont fait leur sale besogne, la Révolution a perdu du terrain, le stalinisme, par ses manœuvres antiprolétaires, a réussi à créer la division dans les rangs antifascistes. Les calomnies et les accusations contre les miliciens de la F. A. I. C. N. T. ne font que s'accroître, un article du « Proletaire » signale le cas d'un combattant socialiste de la première heure, Ladrail, qui est accusé d'espionnage au profit de Franco, et menacé de fusillade par les gens de Staline. Plus

que jamais, resserrons les rangs révolutionnaires ; si notre ennemi est en premier lieu le fascisme, ceux qui se font ses fourriers le sont aussi et nous leur disons que nous ne nous laisserons pas prendre à leur discours, et que nous saurons le jour venu, leur montrer notre esprit révolutionnaire.

Camarades de Gennevilliers, où en sont toutes les promesses que l'on vous a faites ? Quelles sont les réalisations accomplies par la municipalité communiste ? Dans un prochain papier, nous ferons le bilan de 2 ans et demi de gestion communiste et nous vous promettons quelques surprises.

Pour le Groupe, le Secrétaire.

LA COURNEUVE

La police avec nous !

Dimanche les camarades vendant le Lib furent pris à parti par le citoyen Tillon, député nacos. Cet olibrius plein de fiel et colonialiste professionnel accusa les copains d'être les agents en France de Mussolini, le Lib étant un journal subventionné par l'ambassadeur fasciste à Paris !

Inutile de dire que le copain qui essaya de prendre la parole fut invité par les fils à Marx Dornoy de démentir ces lieux. Tillon lui-même ayant demandé à un copain de la Courneuve de présenter ses papiers.

Le copain lui répondit en lui demandant : « Est-ce que tu es flic ? » Le Tillon resta coi sur cette apostrophe. Les nacos gardes du corps de ce sale politicien hurlaient à la mort.

Il est pénible de constater l'imbécillité de la foule qui faisait chorus. Naturellement ces andouilles demandaient aux copains présents de retourner dans leur pays (la France aux Français).

Les P.S.F. et les P.P.F. qui vendaient leurs sales nacos étaient de voir nos nacos nationaux nous prendre à parti.

Unir, unir, unir, trois fois unir tous les éléments bons français.

Nous convions ce samedi de Tillon à venir nous porter la contradiction avec des preuves et non avec des calomnies.

LEVALLOIS

Il y eut dans les années d'après-guerre une action anarchiste active et puissante à Levallois-Perret. Faut-il rappeler certaines manifestations Sacco-Vanzetti qui en 1922 agiteront fortement la localité. Les anarchistes y jouèrent un rôle de premier plan.

Dans cette cité si fortement industrielle, un intense travail de propagande révolutionnaire est à reprendre. Nous y avons des racines fort anciennes. Levallois fut la ville où mourut la bonne Louise Michel. Il fut le théâtre avec Clid d'une des premières manifestations du premier mai.

Pour développer nos idées et nos conceptions, le groupe s'est réorganisé et propose d'entreprendre une propagande suivie.

Lecteurs du Lib, sympathisants (tous à nos réunions (voir les convocations de l'U. A.).

STAINS

Vendredi 16 octobre se tenait dans la salle du Gymnase l'assemblée générale de la caisse des écoles.

Depuis plusieurs années ces assemblées sont le théâtre de luttes électorales et politiques car il y a toujours des mandats à renouveler ou à remplacer parmi les membres du Comité. Les discussions sont souvent passionnées du fait que les bolchos, comme ailleurs, veulent avoir l'honneur de tout faire et éprouvent toujours le soin — sans nécessité d'ailleurs — de vexer plus particulièrement les socialistes ce qui nous amène souvent à intervenir pour faire ressortir le caractère de politique électorale que l'on donne à ces assemblées alors qu'elles ne devraient être que laïques.

Cette fois ce sont deux camarades syndicalistes qui sont intervenus dans ce sens.

Mais l'un d'eux peu habitué aux interventions à faire dans des assemblées où les bolchos sont majoritaires, débuta par un reproche au bureau d'avoir demandé une minute de silence en respect de la dépouille de P. V. C.

« Ah ! mais faut-il insister pour la soirée, chaque fois qu'il y a un décès on se serait cru dans une réunion de tous les tenants des cris et les vociférations éclataient de tous les points de la salle.

Unir ! Unir ! Unir ! toujours. On l'a vu une fois de plus par l'attitude éconduite des dévots du bolchevisme dont l'un dans sa fureur s'adressant à un conseiller municipal, ex-ciliste, en Espagne, rentré dans sa famille malade et estropié peut-être pour sa vie et n'ayant très certainement pas approuvé l'attitude de la salle, lui cria exaspéré : « Mais qu'est-ce que tu as été... en Espagne ? »

Mais dites donc, les bolchos qui avez tant crié vendredi soir en traitant le camarade syndicaliste de dorlotiste et toutes les épithètes que nous connaissons, en assistant au cortège en l'honneur de P. V. C. samedi après-midi vous n'avez certainement pas songé à protester contre la présence des gardes mobiles et de la musique militaire.

Avez-vous seulement songé que peut-être par eux il pouvait y en avoir qui vous avaient chargé et vous chargeraient encore le cas échéant ?

Certainement que non, car nous voulons encore croire qu'il s'agit de votre conscience de classe se serait révoltée.

Mais pouvez-vous encore avoir une conscience en continuant d'appartenir à un parti de reniements et en obéissant sans murmure aux ordres de vos chefs ? Non, n'est-ce pas.

VALENTON

A nos fascistes moralistes

C'est afin de les entraîner contre leur gré en exploitant leur inconscience enfantine que votre venin se jette sur les enfants de nos militants au nom du sport, la guerre, saleté et esclavage : c'est une propagande comme une autre ; mais nous sommes étonnés que vos qualités de civilisateurs à coups de triques ne se portent pas sur les adultes qui, eux aussi, ont des qualités sportives et qui ne manqueraient pas de vous éblouir par leurs talents (et la pointe des pieds), mais sachez, maigriquons de chair humaine, que nous ne vous laisserons pas continuer vos sinistres desseins et que nous y veillerons en attendant, contre le fascisme, le sabre et le goupillon. Amen.

VOIX DE PROVINCE

ANGERS-TRELAZE

Aux communistes et socialistes du canton Nord-Est

C'est après avoir voulu une fois de plus démentir la démagogie de tous nos politiciens que nous fumes traités de « provocateurs » ! Décidément est-ce que ces citoyens réfléchissent un peu en employant ce mot « provocateurs » ? Pour nous, c'est le policier.

« Les désorganisations de la classe ouvrière » se rapprochent beaucoup des provocateurs : ces derniers sont les « jeunes » et les « mouchards » ; individus abjects qui, pour être les choux-choux, vendent leurs camarades aux patrons des usines, ateliers et chantiers.

Eh bien, ce n'est pas, quel qu'on dise chez les « anars » que vous trouvez ceux que vous qualifiez comme tels ; mais c'est bien dans la fange politicienne qu'on les rencontre.

Nous avons dit comment le peu d'améliorations fut gagné par la classe travailleuse par

« l'action directe » et non par la politique frontiste populaire.

« La paix » peut-être avec les 250 mille des ouvriers de la C. G. T. et l'assentiment de la loi de deux ans que nos communs-radicos et socialistes ont daigné voter.

« Le Pain », l'office du blé dont les socialistes sont fiers n'apportera pas plus de miches aux 300.000 chômeurs qui courent à travers le pays en quête de louer leurs bras.

« La Liberté » nous avons bien celle de crever de faim même en travaillant, alors, citoyens du P. P. voyez-les satisfaits de toutes ces améliorations ? Eh bien nous, nous avons tout lieu de ne pas l'être.

Pour les groupes : un secrétaire.

DIJON

Conférence Sébastien Faure

La conférence de Sébastien Faure fut un énorme succès pour l'Eveil Anarchiste. La salle, cependant vaste ne put contenir tout le monde. 1.000 personnes s'y pressèrent, et c'est devant ce nombreux auditoire que notre ami S. Faure démontra le mensonge de l'Eglise.

L'abbé Kir fut le contradicteur qui, c'était à prévoir, ne répondit pas du tout au sujet, il fut interrompu plusieurs fois par le public qui lui réclamait de répondre au sujet.

Lorsque Sébastien Faure reprit la parole, ce fut pour écraser en quelques mots notre abbé qui tout penaud, écoutait démolir ses thèses les unes après les autres.

Ajoutons que la bibliothèque, cependant bien garnie, s'envola, bien avant la fin de la séance et qu'environ 500 Libertaire furent distribués.

Allons, les isolés, et vous qui suivez notre mouvement, donnez signe de vie : nous avons besoin de vous pour avancer vers la libération prochaine.

Nous vous rappelons que nous avons une bibliothèque dans la position où vous trouverez tous ouvrages utiles.

Le Libertaire, la Patrie Humaine et plusieurs journaux anarchistes ou anti-militaristes sont vendus tous les dimanches matin au marché.

Pour tous renseignements voir adresse : Vie de l'U. A.

ROUEN

Rouen, ville-taudis !

Rouen baptisée par les poètes ville-musée, et par un journaliste plus loyal et plus courageux, ville-taudis, est comme tout le monde sait, la capitale normande. Elle est aussi le centre de l'archidiocèse (un des plus puissants de France). Vous y trouverez de nombreuses casernes, une colline fortifiée, un terrain d'aviation militaire en service, et un autre en construction à quelques kilomètres.

Rouen, grand centre industriel et premier port de France, possède d'immenses raffineries de pétrole, aidées par celles de Port-Jérôme (ce port peut être considéré comme la continuation de Rouen) qui travaillent aux besoins de la Défense Nationale. En cas de guerre ses quais, ses appointements, son important matériel ferroviaire et fluvial, seraient pour l'impérialisme français une importante garantie. Aussi ces Messieurs le savent, et malgré les protestations de quelques membres, le syndicat patronal cède assez facilement aux réclammations formulées par les dockers, en échange de cette paix sociale dont ils ont un si grand besoin (il va sans dire que les tarifs suivent les salaires, et que toute augmentation est payée par le consommateur). Il n'est pas rare de voir des navires charger des tanks et des munitions de toutes sortes à destination de l'Irak, paraît-il. Mais où vont-ils en réalité ? les délégués « nacos », des dockers ne semblent pas s'en soucier.

Les élus bourgeois, fonctionnaires, avocats ou docteurs sont, du conseiller municipal au sénateur, des politiciens dans toute l'expression de ce mot. La ville est comme toute la Normandie sous le joug de la réaction, déguisée en républicain indépendant ou radical socialiste pour la circonstance. Le cléricisme tient une grande place. Il contrôle le sport dans les clubs aux cotisations annuelles de 100 à 200 francs, ou gratuellement aux centres de préparation militaire. Les distractions principales d'un jeune homme bien pensant, sont la messe, le foot-ball (chavins du P.C.R.) ou le bordel.

Les républicains réclament sans arrêt, trouvant sans doute qu'une famille qui peut vivre dans un taudis de 1 pièce ou deux avec toute une nichée de gosses. Certes, un certain nombre de ces taudis ont été abattus et remplacés par de jolies maisons avec chauffage central, tout à l'égoût, loyer moyen : 3.000 francs ! Aussi les habitants ont retrouvé d'autres taudis.

Nous appelons tous les copains de la région qui reconnaîtront facilement leur pays, à venir grossir les rangs de notre groupe, la lutte est dure, mais il faut tenir.

Tous les camarades sympathisants ou lecteurs qui pensent comme nous, y a beaucoup à faire pour divulguer nos idées et notre morale dans la région, se doivent d'adhérer à notre groupe afin d'augmenter notre puissance. Notre mouvement doit prendre la place auprès des travailleurs après la faillite du Front populaire et de tous les politiciens.

Le Secrétaire,

SAINT-CLAUDE

Conférence Sébastien-Faure

C'est devant environ 800 personnes que Sébastien Faure traita le sujet suivant : L'Eglise à menti. Sujet vaste et d'actualité si l'on tient compte de la censure des partis dits de gauche en matière de propagande anti-religieuse.

Notre camarade termina par un vibrant appel à la jeunesse (qui se trouvait nombreuse à cette réunion) en faveur des idées anarchistes. Le conférencier fut écouté dans le plus profond silence et obtint un succès éclatant.

Ces succès auraient été amplifiés encore si les catholiques sociaux, comme ils se nomment, n'avaient fait apposer une affiche déclarant qu'ils ne se rendraient pas à la réunion, et ils furent obéis par leurs ouailles.

Il n'y eut, par conséquent pas de contradiction, mais chacun comprit que ces gens-là avaient eu peur, qu'ils n'avaient plus foi dans leurs arguments libels, ils passèrent pour des dégonflés et cela ne servira pas à relever leur prestige décadent.

Pour le groupe libertaire de St-Claude : Le Secrétaire.

SAINT-ETIENNE

Amplifions notre activité

Le réveil des libertaires s'accroît, c'est à nous de savoir utiliser la sympathie qui se manifeste à notre égard. Groupes les amis et sympathisants, faire connaître notre doctrine, nous situer toutes les fois que cela est nécessaire, développer notre presse ; faire en sorte que les anarchistes ne soient plus un insignifiant dépicteron.

C'est à cette tâche que besogne le groupe Asco-Burruil, si ceux qui nous lisent nous comprennent, ils ne resteront pas indifférents à notre activité. Quant aux jeunes ils sont bientôt la satisfaction de se retrouver entre eux dans la J. A. C. qui est en formation.

Pour tous renseignements concernant nos groupes, une permanence fonctionnera dimanche matin de 11 heures à midi, s'adresser à la Jeunesse Syndicaliste, salle 20, Bourse du Travail ou tout également reçus les abonnements au Libertaire.

Au marbre parvenus trop tard : Toulouse, Châteaufort.

LA VIE DE L'U.A.

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le JOUR, L'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

I^{er} et II^e. — Vendredi 5 nov., à 20 h. 30, 24, rue de l'Arbre-Sec.

III^e et IV^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, Café de l'Homme armé, 44, rue des Archives.

V^e et VI^e. — Tous les premiers et derniers mercredis du mois, 45, rue Mouffetard, à l'Eglantine ; librairie tous les dimanches, 2, rue Broca.

IX^e. — Tous les lundis à 9 heures, « au Cadet », rue Cadet.

X^e. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

XI^e. — Tous les vendredis au café Papillon, 138, rue de Vanves, à 21 heures.

XII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XIV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XVI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XVII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XVIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XIX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXIV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXVI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXVII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXVIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXIX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXIV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXVI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXVII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXVIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXIX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXIV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXV^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXVI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXVII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXVIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXIX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXX^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXXI^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXXII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXXIII^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XXXXXIV<

Chautemps renvoie aux Chambres les revendications de la C. G. T. sur les rajustements des salaires.

Pendant ce temps, et alors que monte en flèche le coût de la vie, les travailleurs pourront méditer à loisir sur les beautés de l'action parlementaire substituée, par le front populaire, à l'action directe.

Consolidons nos positions

Voici pour l'édification des camarades, quelques extraits du « projet » de convention collective nationale (métaux).

Salaires. — Article 25. — Travaux à l'heure. position « d'au moins 20 0/0 ».

« Le salaire horaire minimum pour les travaux à l'heure sera conforme au salaire minimum prévu au présent contrat.

« Ce salaire ne s'appliquera pas cependant aux ouvriers atteints d'incapacités physiques dues à l'âge ou aux infirmités, et capables de n'effectuer qu'une partie du travail exigé d'un ouvrier valide... Le maximum de la réduction possible de leurs salaires sera fixé après accord entre les délégués et la direction de l'établissement. » (Pas mal ce petit paragraphe).

Quand on sait avec quelle facilité le patronat « déclassé » ou même « élimine » les vieux ouvriers ou ouvrières, ou les « déclassés » de la production, on apprécie tout particulièrement ce qui précède... Et que dire de l'appréciation de la réduction possible des salaires par les délégués et la direction ?... Non-conformistes, syndicalistes pas encore « politisés », etc., garde à vous ! si vous vieillissez !

Mais voyez ce qui suit, et qui semble en contradiction :

« Le salaire minimum élimine en droit toutes formes possibles et imaginables de tarification horaire en dessous des « minima » figurant à la présente convention (taux d'affûtage, de base, etc.).

Je n'ai pas connaissance qu'il ait été question de fixer un salaire vital, au-dessous duquel sous aucun prétexte un salaire n'eût pu descendre. Hélas !

d. — Travaux aux pièces, à la prime, au rendement, etc.

Le tarif des travaux exécutés aux pièces, à la prime, à la chaîne et au rendement devra être calculé de façon à assurer à l'ouvrier et à l'ouvrière travaillant normalement, un salaire supérieur d'au moins 20 % au salaire minimum de sa catégorie. L'ouvrier ou l'ouvrière travaillant aux pièces, à la prime, au rendement ou à la chaîne a la garantie de son salaire horaire, pendant une période considérée comme normale pour permettre son adaptation à un travail nouveau, etc., etc.

Mazette ! Une différence d'au moins 20 % ?... Et de combien au plus, camarades responsables syndicaux ? ? Deux petites questions, s.v.p. : quel est le cerveau « phosphorescent » qui a écroulé de cette idée, et à qui appartient la main oublieuse de l'outil qui a rédigé cette proposition « d'au moins 20 % » ?

Croyez-vous, mes camarades, que si les zèbres, qui ont perdu cette énormité, des salaires, prochainement à reprendre les manivelles, ou pousser la lime, ils n'auraient pas réfléchi aux conséquences de cette sottise... ou de cette trahison ?

Nous touchons là aux méfaits, aux conséquences de la « rééligibilité » immédiate continue et automatique, au « fonctionnarisme syndical ». Il serait indigne que nos « responsables » viennent apprécier sur le tas, les conséquences de leurs discours et de leurs décisions... Ça les amènerait à : ils seraient même capables de devenir... syndicalistes !

Quand un « chef » voudra brimer un ouvrier (ou une ouvrière) pas besoin de se casser la tête : il n'aura qu'à le mettre à l'heure, ou à la prime, ou au rendement, etc., etc., qui sont toujours effectués par les meilleurs ouvriers et ouvrières seront exécutés à l'heure ; c'est-à-dire que les travailleurs les plus habiles, les mieux doués risquent de se voir en quelque sorte pénalisés (— 20 % au moins) par les « minima » de la convention collective (+ les rajustements dus aux arbitrages) sont dans la plupart des boîtes, des « maxima » de salaires payés aux ouvriers à l'heure, et ces mêmes « minima » constituent dans bien des boîtes les salaires des congés payés.

Enfin, est-ce au moment où la C.G.T. pourrait travailler utilement à faire cesser (au moins à atténuer) les injustices inhérentes au régime capitaliste, grâce à ses millions d'adhérents et à la force que cela représente, que nous pouvons accepter de pareilles propositions, de nature à aggraver encore les différences de salaires qui séparent les travailleurs de catégories ou de professions différentes ?

A. — Les travaux aux pièces ! Marchons vers le salaire unique, prélude à la disparition du salariat. Ne créons pas d'une part une sorte d'aristocratie ouvrière (les biens payés), et d'autre part un sous-proletariat (les — 20 % au moins). Luttons pour faire passer dans les lois la formule : A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens.

Jules HIOU.

P. S. — Dans le même projet de convention, article 25, il y a une clause qui est une sorte d'échelle mobile basée sur les indices fournis par la statistique générale de la France ou par les préfectures, nous y reviendrons le cas échéant, ainsi que sur l'article 32 relatif aux congés payés et à l'article 37 qui prévoit le maintien de la procédure de conciliation et d'arbitrage, qui nous a pourtant fait déjà tant de mal.

CHEZ ROSENGART

Où sont les diviseurs !

Le groupe libéral de l'usine Rosengart s'est fait une règle d'éviter de répondre aux provocations venues de l'intérieur de la boîte. Mais devant la dernière attaque des staliniens de la cellule d'usine, nous nous voyons contraints de sortir de la réserve que nous nous étions imposée.

Ces messieurs, prenant prétexte de l'article paru dans un récent numéro du Libéraire sur Vaillant-Couturier (et qui contenait des vérités indignes pour certains) ont gonflé à bloc le lier-à-bras-maison qui, obéissant aux directives de l'émancipation grise de la cellule, tenta d'ameuter contre quelques camarades du groupe certains de leurs compagnons de travail. Voyant que ça ne rendait pas le triste sire provoqué de nouveau un de nos copains à la sortie et ce en présence du chef du personnel qui put ainsi se rendre compte du sérieux appui que peuvent lui apporter les nacos dans la liquidation de l'« extrémisme ».

Nous gardons notre sang-froid quoi qu'on puisse faire, mais nous tenons à prévenir les intéressés qu'à la moindre attaque physique la riposte sera prompt et efficace.

Le groupe libéral.

UN MOT D'ORDRE QU'IL FAUT APPLIQUER :

C.G.T. à l'action !

Nous avons reçu la lettre suivante :

Paris, le 21 octobre 1937.

Je vous serai très reconnaissant de bien vouloir insérer dans votre journal ce nouveau scandale de l'arbitrage obligatoire et la veulerie de la C. G. T.

Depuis le 20 avril, les employés de la Société « La Soie » sont en grève. L'arbitrage nous est favorable puisque les deux tiers du personnel devaient reprendre le travail le 10 octobre et le reste avant le 10 décembre.

Comme vous devez le penser le lundi 11 octobre à 8 heures, 120 femmes et jeunes filles étaient, 155, rue Saint-Denis, prêtes à reprendre le travail ; mais la police veillait et a dispersé les grévistes. Là n'est pas le plus grave.

Nos délégués nous ont dit la semaine dernière de chercher du travail ou de nous faire inscrire au chômage ; est-ce une façon d'agir après six mois de lutte ? Est-ce aussi là, la façon à M. Jouxhaux et Cie de soutenir la classe ouvrière ?

Avoir des millions d'adhérents c'est bien, mais les garder avec de tels procédés c'est plus difficile.

Recevez...

Nous avons tenu à reproduire intégralement cette lettre car elle reflète l'état d'esprit de nombreux travailleurs victimes de la politique de capitulation instaurée par l'arbitrage obligatoire dont la faillite est une fois de plus amplement démontrée.

On connaît les faits : malgré les engagements inclus dans le contrat collectif de soumettre, en cas de suppression d'emploi, tout licenciement aux délégués du personnel, la direction de « La Soie » licenciait, sans autre avis, le 20 avril 1937 dix employés, parmi lesquels se trouvaient, comme par hasard, cinq membres du bureau syndical ou délégués du personnel.

Se heurtant à l'intransigence de la direction qui se refusait à toute discussion, les employés (des femmes pour la plupart) décidèrent de faire grève avec occupation pour faire respecter leurs droits. Cela dura 155 jours d'héroïques efforts et de privations : 155 jours durant lesquels les mesures les plus conciliantes n'eurent aucun effet auprès de l'omnipotente direction. Cette si-

tuation qui portait atteinte au crédit du Front populaire, ne pouvait s'éterniser. Quelqu'un devait céder. Comme les patrons s'y refusaient, on décida d'avoir raison de la résistance obstinée des grévistes. Un matin, au petit jour, 200 flics à Dormoy surpris les occupants qui durent évacuer les lieux. Du moins la légalité était sauve. Mais le scandale devint public. Il importait d'aboutir rapidement. Un arbitrage intervint, qui était loin de donner satisfaction aux employés, puisque le renvoi des dix employés, qui avait déterminé le conflit, était maintenu et que les délégués restant acceptaient des conditions de réintégration humiliantes. En somme, le résultat se traduisait du côté ouvrier par six mois de sacrifices inutiles.

Ce qui n'empêche pas R. Guerdan dans « Syndicats », de célébrer cet arbitrage comme une victoire. Nos fonctionnaires et responsables cégétistes attendront-ils encore beaucoup de « victoires » comme celle-là, pour s'apercevoir qu'elles valent la C.G.T. du meilleur de son contenu ?

Notre correspondante leur donne un suprême avertissement. Comme elle révèle l'attitude peu digne des délégués qui, manœuvrés par les sommes, conseillent l'abandon de la lutte.

Ainsi, avec les méthodes de pacifisme social instaurées par les directions syndicales, sous la houlette des partis du Front populaire, nos patrons peuvent en toute impunité se débarrasser des arbitres et se refuser à l'application de la sentence arbitrale. Le gouvernement radical-socialiste met, en outre, sa police à leur disposition pour leur faciliter la tâche.

Nos dirigeants syndicaux sont-ils assez édifiés sur les conséquences catastrophiques de leur persistance à vouloir être les collaborateurs conciliants d'un patronat de combat qui leur inflige les plus cuisants échecs, et vont-ils cesser d'être les jouets d'une formation hétéroclite, soucieuse avant tout de satisfaire des intérêts électoraux ?

Vous n'y pensez pas. Leur grand manitou Jouxhaux, dans sa dernière conférence : « La C.G.T. et le Front populaire » a déclaré : « La C.G.T. doit garder sa place dans le Front populaire et lui apporter sa collaboration totale ». C'est la volonté nettement indiquée de persévérer dans une politique qui n'a apporté que des déboi-

res à la classe ouvrière. On continuera à quémander l'accélération des procédures d'arbitrages dont les sentences resteront lettre morte, à se congratuler avec les excellences ministérielles pour obtenir, après des mois de pourparlers, des dispositions dont l'insuffisance trahira le souci d'intérêt général au nom duquel on veut étouffer les désirs d'affranchissement du prolétariat.

Eh bien ! non, Les travailleurs ne marchent plus. Les postiers, par l'intermédiaire de leur Conseil National Fédéral, viennent de signifier clairement que « la C.G.T. devra reprendre sa liberté d'action et poursuivre une action autonome... » si le freinage des partis du Front populaire persiste. Ils envisagent d'obtenir satisfaction par la grève sur le tas. De même les travailleurs des métaux et du bâtiment qui, las d'être lanternés, réclament une action gréviste dont ils connaissent par expérience l'efficacité. Par en haut, on a dû faire jouer la soupape de sûreté pour enrayer la volonté de lutte qui se manifeste dans les rangs ouvriers. La manifestation de Vincennes s'est révélée insuffisante à calmer les esprits. Las de se faire houspiller dans les réunions syndicales, les dirigeants ouvriers, reculant devant l'éventualité d'un conflit d'envergure, ont opposé aux exigences ouvrières de grève immédiate, le principe d'une grève d'avertissement de 24 heures.

Pendant ce temps, gouvernement et bureau confédéral délibèrent. Chautemps se réfugie derrière certains projets dont le Parlement sera saisi.

C'est une nouvelle manœuvre, dont les ouvriers organisés ne doivent pas être dupes. Ils savent qu'ils n'ont rien de bon à attendre du Parlement, si leur action ne vient pas exercer sur lui une pression salutaire. Ils ne doivent plus se contenter de promesses, mais agir eux-mêmes comme ils l'ont fait en juin 1936. Ils ont pour devoir d'enrayer l'offensive patronale qui triomphe avec la complicité du gouvernement Chautemps et des freineurs du syndicalisme et dont l'effet démoralisant dans les rangs ouvriers accentue la dégringolade des effectifs.

Pour arrêter l'hémorragie, pour défendre nos intérêts, dangereusement menacés, exigeons l'application du mot d'ordre : « C.G.T., à l'action ! »

N. FAUCIER.

Le Mouvement Syndical

L'AGITATION DANS LA METALLURGIE

Métaux, à l'action !

Ca n'allait pas tout seul à la réunion des métaux. Tous les responsables d'usines étaient, samedi dernier, réunis au 94, rue d'Angoulême, pour prendre connaissance de la sentence rendue par le super-arbitrage. La réunion ne commençait effectivement que vers 11 h. 30, à l'arrivée de Vignaud, porteur de la sentence arbitrale. Ce fut, fut annoncé l'ordre d'une augmentation de 8 % sur une demande de 15 %, ce fut un beau chahut. Doury ouvrit la discussion et immédiatement un délégué Citroën et un délégué Renault réclamèrent une grève de protestation d'une heure. Mais cette proposition n'eut aucun succès. On en devinait trop les auteurs. Tous les délégués qui intervenirent ensuite demandèrent une grève de 24 heures avec prolongation jusqu'à l'aboutissement de nos revendications.

Cela ne faisait pas l'affaire de la direction syndicale qui entend plus que jamais respecter la « pause » voulue par les fractions politiques du « Rassemblement populaire ».

Timbaud essaya vainement de rattrapper la situation. Il ne put se faire entendre. L'assemblée se sépara sans avoir rien décidé, ce qui n'empêcha pas que le lendemain dans l'Euma et le Popu les délégués purent lire avec stupeur qu'une unanimité s'était faite pour un mouvement de protestation limité à une démonstration de 1 à 24 heures.

Les métaux commencent à comprendre qu'on ne peut rester inactif devant un patronat chaque jour plus arrogant.

Ils commencent à comprendre qu'on ne peut lier le sort de la classe ouvrière à un prétendu gouvernement de « Front populaire » qui n'a en vue que la protection des puissances d'argent.

Les métaux veulent que l'on respecte les décisions régulièrement prises dans leurs congrès. Principalement, cette résolution qui a été votée au congrès des 3 et 4 juillet à Huyghens :

POUR DES GARANTIES EN MATIERE D'ARBITRAGE ET DE CONVENTION COLLECTIVE

Le II^e Congrès de l'Union syndicale des ouvriers et ouvrières métallurgistes de la R. P., représentant 250.000 syndiqués, s'adresse à la Fédération des Métaux et à la Confédération Générale du Travail, afin que soit reconstruite le problème de la procédure d'arbitrage, et la nécessité de ne pas poursuivre cette expérience si des garanties suffisantes ne sont pas apportées dans ce domaine.

La reconduction des Conventions collectives étant subordonnée aux garanties exigées par la C.G.T., notamment :

1^o Maintien de la capacité d'achat des travailleurs ;

2^o Les congés payés pour tous ;

3^o Les garanties sur l'embauchage et le débouchage.

Dans le cas où ces garanties ne seraient pas apportées rapidement, le Congrès estime que la discussion sur les Conventions collectives devra être reprise immédiatement.

Cette résolution est claire, nette, précise.

Des garanties ont-elles été apportées en matière d'arbitrage ? Non. A-t-on « reconstruit »

le problème ou abandonné l'expérience ? Non. Les garanties auxquelles était subordonnée la reconduction des conventions collectives ont-elles été apportées ? Non.

La reconduction s'est faite tout de même, et la discussion de la C. G. T. n'a pas été reprise. Les métaux veulent que l'on applique les décisions des congrès. Il n'est plus possible de reculer. Toute nouvelle tergiversation risquerait d'être fatale à l'organisation syndicale.

Pour reconquérir notre pouvoir d'achat. Pour garantir la sécurité de l'emploi. Pour de nouvelles conventions collectives, comportant l'échelle mobile et garantissant les travailleurs contre le chômage et l'arbitraire patronal.

Métaux, à l'action. . .

Cam.

DANS LES SERVICES PUBLICS

Eclaircie d'automne

Le gouvernement a répondu aux propositions de Laurent et de Giron par des contre-propositions qui sont autant de flagellantes insultes aux salariés d'Etat.

Mieux... les bons syndicaux veulent prendre le gouvernement à partie, le Parlement, cet agglomérat d'aristocrates de toutes nuances et de tout acabit.

Vous voyez d'ici le danger : le Parlement saisisra au vol cette superbe occasion de se subordonner une partie importante du syndicalisme de ce pays, en accordant, avec désinvolture, les revendications demandées qu'il ensuite à prendre des mesures qui annihileront discrètement les avantages consentis, ou bien les radicaux se souvenant qu'ils sont le parti de l'ordre et des traditions opposeront leur veto.

Mais pas comique du tout pour le pauvre populo qui devra se résigner à crever de faim au moins qu'il ne balaie toute cette racaille de chefs et de chéfaillons syndicaux et politiques, pour gouverner lui, avec ses sections syndicales de base.

Et nous relevons avec plaisir dans les résolutions du Conseil National de la Fédération postale, ces signes avant-coureurs d'une houle prolétarienne prochaine, à décider si l'opposition du gouvernement à nos revendications actuelles modestes et insuffisantes, demeure intransigeante de se concerter avec le Cartel des Services publics pour amener le Parlement à satisfaire nos légitimes revendications, au cas où il n'en serait pas ainsi d'envisager et de préparer la cessation du travail.

« Il déclare que la C.G.T. devra reprendre sa liberté d'action et poursuivre une action autonome si les groupes et partis associés dans le Rassemblement Populaire se refusent à reconstruire le programme du 5 mai afin d'y introduire les réformes de structure prévues par le mouvement syndical dans son plan de travail. »

Il demande enfin à tous les postiers unis plus fortement que jamais, d'accomplir l'effort indispensable et urgent de redressement afin que la C. G. T. en toute indépendance devienne réellement la plus grande force morale et matérielle au service des classes laborieuses. Une échelle dans le ciel révolutionnaire, dernière qui s'agrandira nous l'espérons, car les postiers sont de rudes lutteurs et constituent l'avant-garde du syndicalisme des travailleurs

de l'Etat quoiqu'en pensent MM. les secrétaires des syndicats d'instituteurs et des Contributions Indirectes.

G. Lacarcé.

DANS LE BATIMENT

Contre l'asservissement du syndicalisme

Vendredi 22 courant s'est tenue à la Grange-aux-Belles la réunion des délégués syndicaux du Bâtiment.

Cette assemblée avait pour but d'informer les délégués sur les tractations en cours concernant les rajustements de salaires demandés par la Fédération depuis plus de quatre mois de « pause, de calme et de dignité ».

Le sieur Toudic prit le premier la parole pour expliquer les soi-disant difficultés qui retardaient l'arbitrage. Hélas ! quelques minutes s'étaient à peine écoulées que notre équilibriste régional se faisait houspiller par l'ensemble de l'auditoire, y compris ses fidèles nacos qui sentaient confusément qu'on voulait les endormir une fois de plus au nom de la discipline Front populaire.

Vainement le président, d'instinct, cherchait à ramener le calme en prétendant à faux que des syndiqués professionnels s'étaient introduits dans la salle avec l'intention de saboter la réunion.

C'est maintenant une tactique chez nos staliniens 1937 de discréditer ainsi tous les opposants au credo du Kremlin.

Enfin, au bout d'un moment, Toudic put reprendre la parole. On sentit qu'il avait compris que les délégués présents ne se laisseraient pas avoir facilement.

Il se déclara d'accord pour l'action mais seulement après une nouvelle délégation au ministère et une nouvelle réunion des délégués. Et il termina par cette phrase qui traduisait son véritable état d'esprit : « Camarades, vous prendrez de ce fait toute la responsabilité des événements futurs ». Ce qui veut dire en clair « je m'en lave les mains ! »

Puis Arrachart (qui du reste n'arrache rien) prit à son tour possession de la tribune. Ce fut pour tenter de repêcher son confrère et mettre les délégués en garde contre des « mouvements incoordonnés ». Puis sentant le terrain glissant, il s'empressa de piquer une tête en Espagne pour y dauber contre le gouvernement sans d'ailleurs préconiser la moindre action de protestation pour forcer celui-ci à secourir la population asturienne contre la barbarie fasciste.

Il ne sut qu'indiquer qu'il adressait une lettre ouverte au président du Conseil dans laquelle il l'accusait de trahir et d'assommer les prolétaires d'Espagne. Nous avons lu depuis cette lettre qui démontre que tout cela n'était qu'un tissu de démagogie car elle ne casse rien et ne résout rien.

Ainsi se révèlent sous leur vrai jour les dirigeants nacos asservis à la tutelle du parti communiste et du gouvernement de Front populaire étroitement unis pour l'union sacrée dans la paix sociale comme ils le seront pour la guerre impérialiste.

Plus que jamais, l'action directe du syndicalisme indépendant devient nécessaire pour défendre nos conquêtes de juin 1936.

Syndicalistes conscients, songez-y.

Un délégué peintre.

A propos du renouvellement des conventions collectives

A titre indicatif nous publions le document ci-dessous dont ne manquera pas de s'inspirer les syndicalistes soucieux de conserver au mouvement ouvrier les moyens d'action qui lui sont propres et l'indépendance qui lui est nécessaire pour poursuivre son œuvre émancipatrice.

MODIFICATIONS ET ADDITIFS AU PROJET DE CONVENTION NATIONALE DE LA METALLURGIE PROPOSE PAR LA SECTION SYNDICALE D'USINE BENDIX, A CLICHY

Art. 3. — Suppression dans le 2^e alinéa de la phrase « non contraire aux lois et règlements en vigueur ou à venir », cette clause nous obligeant à suivre les rouages de l'arbitrage et nous supprimant tout droit de grève.

Art. 3 bis. — Suite du précédent.

Art. 5. — Prédéterminé délai de 3 mois maintenu pour les électeurs, ceux-ci ne pouvant connaître les candidats délégués après un mois seulement de présence à l'établissement.

Art. 6. — Ne pas tenir compte de la nationalité pour l'éligibilité des candidats délégués.

Art. 8. — Le mode d'élection sera fixé par les ouvriers.

Art. 13. — En cas de vacance du délégué titulaire, et afin de permettre au suppléant de postuler aux fonctions de délégué titulaire, l'élection aura lieu pour les deux postes en même temps.

Art. 17. — En cas de danger immédiat, le délégué aura le droit de faire suspendre le travail dans le rayon dangereux immédiatement et de sa propre initiative.

Art. 21. — Suppression de la tarification d'heures pour la production des délégués.

Art. 22. — Ajouter « après en avoir référé au délégué ».

Art. 25. — a) Les jeunes gens de moins de 18 ans ne pourront être employés à la production ou comme manœuvres.

c) Suppression pure et simple de ce paragraphe.

d) Abolition du travail aux pièces, facteur de chômage et par répercussion réducteur du pouvoir d'achat.

e) A supprimer comme suite au précédent.

f) Après rajustement des salaires, application intégrale de l'échelle mobile. Publication mensuelle de l'indice des prix publiés par les préfectures auxquelles on adjointra une commission ouvrière. L'indice devra porter sur des articles et des denrées dont le coefficient sera établi par la commission ouvrière.

Art. 29. — Les 2 heures accordées pour chercher du travail doivent être choisies par l'ouvrier ou l'ouvrière.

Art. 30. — Paiement du salaire des ouvriers accomplissant une période militaire et d'une allocation mensuelle pour les ouvriers accomplissant leur service légal.

Art. 31. — a) Suppression totale des heures supplémentaires, sauf dans des cas de sécurité définies et récupération obligatoire de ces heures supplémentaires.

b) Majoration de 50 % pour les 2 premières heures et de 100 % pour les suivantes.

c) Majoration de 50 % pour le travail de nuit en équipes, de 22 heures à 3 heures.

e) Suppression de la récupération des fêtes légales.

Art. 32. — Elargissement de la période de vacances du 1^{er} avril au 30 septembre.

Suppression des jours de vacances supplémentaires pour ancienneté. Octroi de 3 semaines de vacances pour tous les ouvriers et ouvrières. Diminution des heures de travail à fournir pour le calcul des journées de vacances.

Art. 37. — Suppression de l'arbitrage obligatoire. En cas de conflit le syndicat reprend sa liberté d'action.

Art. 38. — Suppression de la remise d'exemplaire au ministère du Travail.

Tous les autres articles ont été acceptés.

CHEZ LES EMPLOYES DE LA R. P.

Echos d'une assemblée

Ceux qui entendent chaque jour l'anarcho-syndicalisme ont quelquefois des surprises bien désagréables. Dimanche se tenait l'A. G. de la Chambre syndicale des employés de la R. P. Bien que cette A. G. ne soit composée que de délégués des différentes sous-sections, de partout des prix uniques comme des professions juridiques, des employés d'usines, des grands magasins, les interventions se placèrent toutes sur le terrain de la lutte de classe et de la lutte contre la colonisation. Du reste l'intervention d'H. Raynaud fut significative. Sentant venir le vent il reprit la figure gauchiste de jadis. Ah ! comme il y avait loin de ses mots d'ordre à celui de la « France aux Français ». La sympathie que nous avons recueillie sur notre terrain doit se concrétiser par autre chose. Pour que notre mot d'ordre « les syndicats aux syndicalistes » soit la règle de la C.G.T. il faut lutter et pour lutter il faut que nous soyons unis.

— R. Gran.

AUX MINES DE CHATILLON-COMMENTRY

Le sort des vieux forgerons

Vive le Front Populaire, orient les écrivains le jour des élections. Et l'on vote pour « le pain, la paix, la liberté ». Belles paroles qui remplacent bien ces anciennes paroles républicaines « liberté, égalité, fraternité ». Mais les mots d'ordre s'envoient. Voilà un an et demi que le Front Populaire siège en maître au Palais Bourbon. Voilà un an et demi que l'on parle de la retraite des vieux qui continuent à crever de faim. Voici un exemple frappant de la misère humaine et d'effroyable qui sévit au 20^e siècle dans une société soi-disant civilisée.

Les vieux forgerons qui de leur jeunesse jusqu'à l'âge de 60 ans ont enrichi les bourgeois de la Compagnie Chatillon-Commentry-Neuves-Maisons touchent par mois 30 francs des fonds d'assistance, plus 12 fr. 50 de vie chère ; total, 62 fr. 50 par mois. Auparavant la Compagnie donnait mensuellement 25 francs de vie chère, depuis 4 ans, sous prétexte que la vie a diminué elle ne donne plus que la moitié.

Qu'en pensent les budgétivores du gouvernement qui eux sont pleins aux as.